

Deux mois après le sommet franco-africain de Biarritz.  
Quatre mois avant l'élection présidentielle.

## La « Coalition pour ramener à la raison démocratique la politique africaine de la France »

(Agir ici, CEDETIM, Collectif de Paris contre la purification ethnique, Comité pour la défense des Droits de l'Homme et de la démocratie au Rwanda, Centre d'information, de recherche et de solidarité avec le Zaïre (COZI), Forum de Delphes, Frères des Hommes, Peuples solidaires, RITIMO, Survie, Terre des Hommes, Vigilance Rwanda...)

Présente le :

## **2<sup>ème</sup> « DOSSIER NOIR » DE LA POLITIQUE AFRICAINE DE LA FRANCE**

Pour dissuader le futur Président de reconduire l'actuelle politique franco-africaine

## Les liaisons mafieuses de la Françafrique

**EMBARGO :**  
lundi 9 janvier 1995  
9.00 h.

**Contacts:**

Jean-Marie Fardeau, Agir ici, 14 Passage Dubail, 75010 Paris, tél: 40.35.07.00, fax: 40.35.06.20,  
Sharon Courtoux, Survie, 57 avenue du Maine, 75014 Paris, tél: 43.27.03.25, fax: 43.20.55.58.

# Les liaisons mafieuses de la Françafrique

Avant-propos : la trame et le puzzle

1° - Du clientélisme aux pratiques mafieuses.

2° - Les réseaux mis en examen.

3° - La plaque tournante zaïroise.

4° - L'exemple togolais.

5° - Le pot-pourri franco-soudanais.

6° - Criminalisation dans le bastion pétrolier : Cameroun, Tchad, Gabon, Congo, Guinée Equatoriale.

7° - Côte d'Ivoire, Rwanda, Comores,...

8° - Filières : vraie-fausse monnaie et casinos, or et diamants, pétrole et matières premières, armes et milices, drogues et narco-dollars.

9° - Les « fils » du réseau et la démocratie ligotée.

**Questions aux candidats à la Présidence de la République.**

---

## OBJECTIF DES « DOSSIERS NOIRS » DE LA POLITIQUE AFRICAINE DE LA FRANCE :

Après la « mise en examen » de cette politique, instruite à Biarritz les 8 et 9 novembre 1994, la « Coalition » se propose de fournir un dossier précis, actualisé et synthétique, sur cinq de ses dérives les plus scandaleuses - qu'elles soient le fait des décideurs officiels ou des multiples groupes et acteurs, officiels ou clandestins, que ces décideurs entretiennent ou tolèrent.

La « Coalition » veut poser des questions précises aux candidats à la Présidence de la République. Le nouveau Président sera amené à redéfinir le dispositif franco-africain : rompra-t-il ou non avec telle ou telle pratique ? Les candidats s'engagent-ils à opérer tel changement institutionnel, à mettre en place tel moyen de contrôle, pour empêcher la perpétuation de certains dévoiements ou dérapages systématiques ? Nous diffuserons largement les réponses - ou absences de réponses.

## ENJEUX : SUSCITER UN SURSAUT DÉMOCRATIQUE

Il s'agit de sortir la relation franco-africaine du ghetto élyséen, de redéfinir le système d'élaboration des décisions en ce domaine, et les mécanismes de contrôle ; de ne plus permettre à des groupes d'intérêts ou lobbies divers de mener la politique française dans un certain nombre de pays. C'est l'intérêt de la France, et aussi celui du futur chef de l'Etat. Depuis l'éclatement du drame rwandais, l'opinion publique est mieux informée sur ces questions par la presse écrite. Elle tolérera de moins en moins que d'obscurs réseaux poursuivent leurs activités « au nom de la France », et avec son argent.

## Questions aux candidats à la Présidence de la République

**Diagnostic :** Etes-vous d'accord avec les propositions suivantes ?

La République garde le contrôle des réseaux français en Afrique.

Oui  Non

La politique française se tient à distance suffisante des phénomènes de criminalisation du pouvoir en Afrique.

Oui  Non

Un parent très proche du Président de la République ou du Premier ministre peut être chargé de hautes responsabilités publiques en Afrique.

Oui  Non

Il peut y détenir des intérêts très importants, ou y exercer une activité économique de premier plan.

Oui  Non

**Remèdes :** Si vous étiez élu Président de la République,

Réformeriez-vous le dispositif franco-africain, pour rendre crédibles ses objectifs politiques et démocratiquement contrôlable leur exécution ?

Oui  Non

Favoriseriez-vous une intervention plus systématique de la cour des Comptes en ce domaine ?

Oui  Non

Proposeriez-vous une législation pour interdire la corruption de fonctionnaires ou responsables politiques étrangers ?

Oui  Non

---

Nom :

Prénom :

Signature :

---

« Coalition pour ramener à la raison démocratique la politique africaine de la France » : *Agir ici, CEDETIM, Collectif de Paris contre la purification ethnique, Comité pour la défense des Droits de l'Homme et de la démocratie au Rwanda, Centre d'information, de recherche et de solidarité avec le Zaïre (COZI), Forum de Delphes, Frères des Hommes, Peuples solidaires, RITIMO, Survie, Terre des Hommes, Vigilance Rwanda...*

# Coalition "pour ramener à la raison démocratique la politique africaine de la France"

## Préambule : la crise rwandaise comme révélateur.

La crise rwandaise a mis en lumière les ambiguïtés, voire le cynisme, de la politique française en Afrique. Les massacres et le génocide perpétrés par les forces militaires et paramilitaires (milices), longtemps formées, équipées, conseillées et protégées par la France, résultent en partie de sa complaisance à l'égard d'un régime qui, pour maintenir son pouvoir, a utilisé jusqu'à l'extrême l'argument ethnique. La tragédie rwandaise nous révèle le fondement de la politique française en Afrique : préserver une zone de clientélisme sous le drapeau francophone. C'est pourquoi l'objectif numéro un des autorités françaises aura été, tout au long de la guerre opposant le FPR aux forces militaires du régime Habyarimana, d'éviter à n'importe quel prix la victoire totale d'un FPR jugé trop indépendant, ou trop perméable aux influences anglophones. C'est ainsi que le maréchal Mobutu, qui ruine systématiquement le Zaïre depuis plusieurs décennies, reste aux yeux des responsables français le champion du combat francophone contre les visées anglo-saxonnes qu'incarnerait le Président ougandais Museveni.

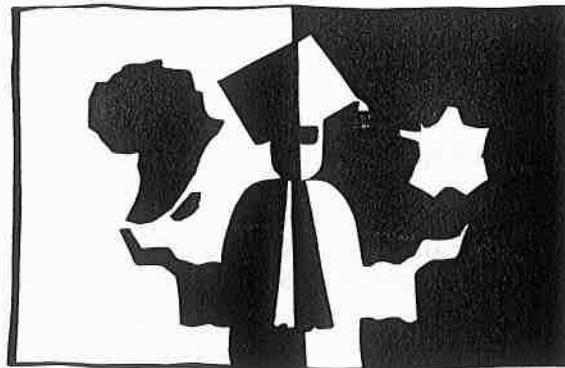
La crise rwandaise doit être l'occasion de réviser profondément les conceptions, les objectifs et les méthodes d'une politique africaine dont les dysfonctionnements empoisonnent les relations de coopération entre la France et les pays africains.

**Ce que nous ne voulons plus : une politique africaine échappant au contrôle démocratique et orientée vers des intérêts politiques et économiques à courte vue.**

Les ressorts de la politique française au Rwanda et au Zaïre ne sont que les cas extrêmes, et connus du grand public, d'une politique qui s'applique avec la même constance au Togo, au Cameroun, au Gabon, au Tchad, ... La direction de cette politique relève depuis 35 ans du "domaine réservé" présidentiel, sans que cela ne figure dans la Constitution de la V<sup>e</sup> République. Elle échappe à tout contrôle démocratique, à tout débat sur ses objectifs et ses méthodes. Elle est élaborée entre chefs d'Etat, conseillers et hommes d'influence chargés de la défense d'intérêts économiques considérables, parfois concurrents (pétrole, uranium et autres minerais, cons-

truction civile et distribution d'eau, secteurs porteurs de la consommation - tabac, bière -, transport maritime et aérien). Un tel confinement renforce les avantages du pouvoir d'Etat en Afrique francophone, où les contre-pouvoirs politiques, syndicaux et associatifs ne sont pas toujours bien organisés. Ce pouvoir recourt alors à des moyens tels que la corruption, une armée clanique, le détournement de l'aide internationale, etc., pour renforcer sa position dominante, à l'abri d'accords de défense avec la France qui constituent une assurance tous risques contre l'alternance politique. Ces mêmes accords ont installé par ailleurs un lobby militaro-africaniste aux dangereuses dérives. Et l'ensemble de ces pratiques altère jusqu'en France-même le fonctionnement de la démocratie.

C'est ce système de relations au fort relent colonial que nous souhaitons voir disparaître, au profit d'une coopération impliquant toutes les composantes de la société, d'échanges économiques visant au développement équitable et durable, de relations diplomatiques débattues démocratiquement.



### Ce que nous demandons :

- \* *La fin d'une gestion de la politique africaine sans équivalent dans les pays démocratiques. La cellule franco-africaine de l'Elysée ne doit plus être en mesure d'entreprendre des guerres secrètes, ni avoir la haute main sur l'exécution de la coopération entre la France et l'Afrique. Il faut aussi mettre un terme à des "accords de défense" complètement détournés de leur objet, pour concevoir une approche moins néo-coloniale et plus internationale de la sécurité du continent. Une mise en cohérence de cette politique doit être retrouvée au niveau de l'exécutif. Sa mise en oeuvre doit être régulièrement soumise au contrôle du Parlement.*
- \* *La suspension des relations de coopération avec les régimes violant de manière flagrante et massive les droits de l'Homme. La liste de ces pays serait examinée et votée par le Parlement lors de la discussion des budgets correspondants.*
- \* *Que plus aucune dépense budgétaire ne puisse être comptée en Aide Publique au Développement sans que son utilité pour le développement des populations bénéficiaires ne soit authentifiée a posteriori par une commission indépendante.*

### Ce que nous nous proposons de faire ensemble :

- \* *Informers les responsables politiques, l'opinion publique et nos propres adhérents sur le délabrement et les dangers de la politique africaine de la France, par des moyens variés : conception et diffusion de documents écrits, organisation de débats, propositions de formation, ...*
- \* *Approfondir lors d'un colloque le lien entre relation de coopération et respect des droits de l'Homme.*
- \* *Saisir l'occasion du Sommet franco-africain de Biarritz pour manifester notre opposition aux dérives de la politique franco-africaine.*
- \* *Signifier aux futurs candidats à l'élection présidentielle nos exigences d'une redéfinition et d'un contrôle démocratique de la politique de la France envers l'Afrique.*
- \* *Relier aux perspectives de la coalition les actions propres à chacune de nos associations, qui seraient concernées par cet enjeu.*

## Avant-propos : la trame et le puzzle.

Ce dossier va formuler des soupçons gravissimes, envers quelques-uns des plus hauts responsables de la République, et/ou qui aspirent à le devenir. Se posent immédiatement deux questions : pourquoi ? comment ? Ces questions se renvoient d'ailleurs l'une à l'autre : pourquoi poser publiquement des accusations sur des réalités dont sont convaincus les meilleurs observateurs, mais sur lesquelles l'arsenal habituel des procédures probatoires a beaucoup de mal à s'exercer, empêchant ces observateurs d'en parler autrement que de manière allusive, à mots couverts ? Ce type de difficulté est bien connu : il apparaît lorsque l'on se trouve face à une criminalisation systématique, qu'en Italie l'on nomme *mafia*.

La *mafia* européenne n'a pas encore gangrené l'Etat français. Celui-ci est par contre en train de s'accoutumer aux pratiques mafieuses via son « ventre mou », la Françafrique - cette connexion permanente avec la « politique du ventre » que la France a contribué à instaurer en maints pays d'Afrique. Cette « politique » dégénère sous le double effet d'une crise économique et d'une crise morale. Les brèches énormes ouvertes dans une économie africaine livrée à la corruption et au racket généralisés, les contre-coups d'un contrôle accru sur les sources françaises de financement des activités politiques, partout la prévalence du sauve-qui-peut individuel ou familial, ont conduit quelques-unes des plus éminentes personnalités françaises à « protéger » des activités indiscutablement mafieuses (trafics de pierres et métaux précieux, de drogues, d'armes, blanchiment d'« argent noir » et de narco-dollars, ...), à y brancher des circuits de dévoiement de l'aide publique au développement (APD), à y impliquer leurs réseaux.

L'accoutumance à de telles pratiques n'a pas seulement de terribles conséquences pour les populations africaines victimes d'un pillage démesuré, sous couvert d'une anarchie souvent sanglante. Elle ne contribue pas seulement à dégrader très dangereusement l'image de la France en Afrique, ce continent immense, en pleine expansion démographique, avec lequel nos enfants devront forcément négocier des relations moins inéquitables. Elle banalise le double langage et l'impunité, elle fraie les chemins d'une internationalisation de ces pratiques criminelles. Les marchés de la drogue, le blanchiment des narco-dollars, le trafic d'armes, connaissent en effet de moins en moins les frontières : il est illusoire de croire que nous pourrions bénéficier ici, longtemps encore, des bienfaits d'une relative vertu publique, sans subir les chocs en retour des activités criminelles dans lesquelles certains de nos principaux dirigeants s'impliqueraient là-bas, de plus en plus systématiquement.

Cette systématisme devient telle qu'il nous a paru urgent de la dénoncer, avant l'élection d'un nouveau Président, en proposant au lecteur-électeur une série d'arguments, démonstrations et présomptions. En Italie, certains contestent encore que l'« inoxydable » Giulio Andreotti ait été lié à la mafia, ou que Bettino Craxi ait porté à l'échelle industrielle le détournement des deniers publics : fallait-il attendre 20 ans pour dénoncer la menace qu'ils représentaient pour l'avenir de la République italienne ? les indices ne sont-ils pas suffisants pour dissuader les électeurs italiens de leur confier de nouveau les rênes de l'Etat ?

.. / ...

Comment exposer ces présomptions ? Elles résultent d'abord d'une trame générale. La stratégie foccarto-gaullienne fondait le maintien de la présence et l'influence françaises en Afrique sur un système clientéliste : nous montrerons comment il a dérivé vers une corruption généralisée, qui a ouvert la porte, par facilité puis par nécessité, à des pratiques d'extorsion violente et de criminalité mafieuse. Les « parrains » français et leurs réseaux ont accompagné cette lente évolution, sur trois décennies. Celle-ci s'est tôt radicalisée au Zaïre du maréchal Mobutu, puis au Togo de son émule, le général Eyadéma - et en des places secondaires comme la Guinée équatoriale de Teodoro Obiang ou le Rwanda du général Habyarimana. D'autres pays sont en train de basculer : le Cameroun, le Congo, le Gabon, le Tchad, et même le modèle ivoirien. On remarquera que le processus concerne surtout les pays riches en matières premières aisément commercialisables (pierres et métaux précieux, pétrole), qui sont aussi les principaux destinataires de l'APD française. On observera la montée de la criminalisation dans les Etats concernés, et les connivences ou « amitiés » de personnages ou réseaux français avec les responsables locaux.

On exposera ensuite quelques filières criminelles. Si les « gros bonnets » de la Françafrique s'y laissent si facilement impliquer, c'est que la faiblesse voulue des instruments de contrôle public rend extrêmement difficile la fourniture de preuves. A défaut d'une photographie complète de ces activités criminelles, on apportera un certain nombre de pièces permettant de reconstituer, au moins partiellement, une sorte de **puzzle** - que la trame permet de positionner. On y ajoutera le stupéfiant réseau des « fils » : dans sa relation franco-africaine, la République est en effet redevenue la « famille » ; en-deça du népotisme, elle a généralisé le « filialisme ». La colle - ou le liant - sera extraite du jugement des observateurs les plus avertis. Le lecteur se forgera lui-même son intime conviction, à partir d'une description encore sommaire et parcellaire, qui nécessiterait certainement de nombreuses enquêtes complémentaires. Celles-ci, d'ailleurs, ne suffiraient pas à persuader ceux qui ne peuvent admettre des réalités aussi dérangeantes et déplaisantes.

Pour nous, il a semblé que l'information des citoyens-électeurs nécessitait la diffusion de ce dossier, dès aujourd'hui, et en l'état. Ce qui y est dit nous déplaît et nous dérange aussi. Nous nous faisons une toute autre idée du rôle que la France peut tenir en Afrique, de la manière dont elle peut coopérer avec ce continent plutôt que de l'enfoncer. Nous ne pensions pas que le degré de compromission de certaines des plus hautes sphères de la République était si avancé. Les informations collectées nous ont détrompés.

Un indice parmi d'autres : l'interview accordé le 10/11/94 à *L'Express* par Jean-François Bayart, Directeur du Centre d'études des relations internationales (CERI). Qu'il prenne le risque de dire ce qu'il dit est aussi révélateur que le contenu même de ses propos. A propos de l'invité vedette de Biarritz, le président Mobutu, que l'ensemble des réseaux français ont poussé à réhabiliter, il résume : « *A Kinshasa, le phénix autoritaire renaît de ses cendres. Et l'on découvre un bien vilain volatile : hier "kleptocrate", aujourd'hui criminel. On tue les journalistes mal-pensants, on tue pour la maîtrise du trafic de drogue ou de diamants* ».

Le candidat Jacques Chirac ? « *C'est l'Afrique du clientélisme pétrolier* ». « *Si la ligne Pasqua prévaut, on assistera alors à la reconstitution d'un clientélisme classique, propice à la criminalisation des régimes autoritaires rénovés. Certains donnent dans le blanchiment de l'argent de la drogue, le contrôle ici des casinos, là de l'émeraude.* » Jean-François Bayart ne parle pas ici (il l'a fait dans des interviews précédents) du réseau de Jean-Christophe Mitterrand, aux méthodes et objectifs proches de celui de Charles Pasqua. Il ne dit pas pourquoi la « *ligne Pasqua* » - qui n'est pas isolée est « *propice à la criminalisation* ». Nous tenterons ici d'aller plus loin.

## 1. Du clientélisme aux pratiques mafieuses.

La stratégie foccarto-gaullienne, fondant la présence et l'influence françaises en Afrique sur un système clientéliste, le *patrimonialisme*<sup>1</sup>, instaurait une confusion des intérêts publics et privés. Il était jugé naturel que la double rente, des matières premières et de l'aide publique au développement (APD), construise là-bas des fortunes inouïes (Houphouët-Boigny, Moussa Traoré, Mobutu, ...), puisque le taux de retour en France était, lui aussi, faramineux<sup>2</sup>. Mais l'on aurait pu prévoir qu'un tel processus était tout, sauf durable : il stérilisait la production intérieure, légitimait la corruption, lançait la course à l'endettement - sans guère de contrepartie autre que des investissements de prestige, des « éléphants blancs », et des comptes en Suisse -, aiguissait enfin le clanisme. Avec la chute des cours des matières premières et l'inéluctable « ajustement structurel », la rente s'est faite plus rare, donc plus violemment contestée. Lorsque sont confondus le politique et l'économique, intérêts publics et privés, « *la lutte pour le pouvoir, c'est la lutte pour la richesse, la lutte pour la richesse, c'est la lutte pour le pouvoir*<sup>3</sup> ». « *En période d'abondance, les retombées, même les miettes du gâteau, suffisaient à contenter tout le monde, mais, une fois la crise arrivée, les luttes politiques "démocratiques" se sont transformées en batailles au couteau pour l'accès à la rente*<sup>4</sup> ».

Quand les recettes des exportations agricoles, minières et pétrolières, plus les commissions sur l'APD, alimentaient directement des comptes à l'étranger (comme en Côte d'Ivoire, au Mali ou au Cameroun), on en était déjà au stade de l'illégalité systématique. Une récente note d'experts du ministère de la Coopération et de la Caisse Française de Développement, travaillant avec des consultants indépendants<sup>5</sup>, a examiné l'aide française à six pays d'Afrique et de l'Océan Indien entre 1980 et 1990. Elle liste les caractéristiques de ce « modèle » : « *la corruption, les transferts à l'extérieur, l'absence d'industrialisation, des dépenses non productives, une classe de prédateurs dans l'administration et le commerce d'import-export, un environnement hostile aux industries privées...* ». Cette illégalité s'apparentait même à un « crime contre l'humanité » (selon l'expression utilisée par les ONG suisses signataires de la Déclaration de Berne) lorsque, comme au Zaïre, elle menait à la ruine le système de santé publique et vouait à l'extrême misère des dizaines de millions de personnes.

Quand la poussée démographique, les mutations sociales dues à l'urbanisation, et la raréfaction des ressources ont ébranlé des systèmes de redistribution déjà très inégalitaires, la seule issue pour les pouvoirs en place a généralement été un repli clanique de type mafieux, s'appuyant sur des Gardes présidentielles et des milices, populaires ou clandestines ("escadrons de la mort"), à caractère ethnique. Le politologue Achille Mbembe montre bien comment, dans ces conditions, le processus démocratique ne pouvait être que de façade - à de rares exceptions près comme le Mali (qui n'est pas un pays-clef) : « *Une fraction de l'élite au pouvoir confisque l'appareil d'Etat et s'allie à l'armée. Regroupée autour d'un noyau ethnique, bénéficiant de solides appuis intérieurs et disposant du contrôle absolu des organes de répression (brigade présidentielle, police secrète, unités d'élite de l'armée, paras-commandos et organisations paramilitaires), elle s'appuie, en outre, sur d'importants réseaux extérieurs et sur des connections tissées à la faveur des privatisations et au détour de ses propres participations aux réseaux internationaux de la "finance informelle" (contrebande, trafic de pierres précieuses - émeraudes, diamants -, d'armes, d'ivoire ou de drogue). Puis, à*

1. Jean-François Médard a forgé ce concept pour décrire le très spécifique clientélisme franco-africain. Cf. sa contribution : *La patrimonialisation des relations franco-africaines : échanges politiques, économiques et sociaux*, à l'ouvrage collectif *La Corruption dans les régimes pluralistes*, sous la direction d'Yves Mény et Donatella Dellaporta, Actes Sud. Il a présenté la dérive de ce clientélisme à Biarritz, le 8 novembre 1994 (exposé à paraître dans *L'Afrique à Biarritz*, Karthala, 1995).

2. « *Les flots d'argent qui se déversaient dans les sables d'une Afrique nominale indépendante, loin d'assécher l'ancienne métropole, l'irriguaient, voire arrosaient du "beau monde". Une bonne partie des quartiers chics de Paris vivaient alors sur le miracle des liquidités remontant, parfois souterrainement, aux sources. [...] Pour les happy few, le taux de retour de l'aide au développement "tartinée" sur la rente, déjà bien onctueuse, du pétrole et des produits tropicaux, était mirifique. A la limite de l'écoeuement* ». Antoine Glaser et Stephen Smith, *L'Afrique sans Africains*, Stock, 1994, p. 157-158.

3. Jean-François Médard, in *L'Afrique à Biarritz*, op. cit..

4. Ibidem, p. 98-99.

5. Citée par Antoine Glaser et Stephen Smith, ibidem, p. 147-153.

*partir de cette position avantageuse, elle tente d'imposer, par la violence, un multipartisme administratif qui consiste à agréger des formations politiques, tout en maintenant [...] la répression : [...] intimidation, harcèlement permanent, voire arrestation d'opposants, [...] corruption à grande échelle et aggravation des pratiques clientélistes, criminalisation des interventions de l'Etat contre la société<sup>6</sup>, [...] recours au discours tribal,... 7 ».*

Le facteur ethnique est un levier tentant, parce que puissant. Mais il est explosif. Le texte ci-dessus, écrit en 1992, est malheureusement prémonitoire de l'évolution du Rwanda. Mais on pourrait y retrouver aussi bien la situation zaïroise, togolaise, soudanaise, camerounaise, congolaise, équato-guinéenne, ... (cf. infra fiches 3 à 7), tous pays avec lesquels la France, ou plutôt les réseaux de la Françafrique, continuent d'entretenir des liens personnels inextricables. Et l'on verra que cette Françafrique, non seulement n'a rien fait pour empêcher une telle dérive criminalisante et mafieuse (alors qu'elle dispose en plusieurs de ces pays de leviers d'intervention considérables), mais qu'elle l'a accompagnée, voire encouragée, et qu'elle s'y est souvent complètement compromise.

Le financement massif des partis politiques<sup>8</sup>, l'entretien des réseaux politico-affairistes et des services secrets, le maintien de quelques monopoles très bénéfiques (Elf, Bouygues, Castel, ...), ont cultivé de détestables habitudes chez toute une génération de décideurs - qui a su malheureusement se trouver des héritiers, plus gourmands et plus pressés. Le clientélisme gaulliste procédait d'une stratégie politique<sup>9</sup>, certes très contestable, mais qui n'excluait pas en principe le sens de l'Etat : « *Sous de Gaulle, les fils remontaient tous à l'Elysée. [...] Dans les années 70, le maillage s'est peu à peu desserré et les réseaux d'Etat ont laissé quelques noeuds privés secondaires prendre leur autonomie. Ces réseaux privés sont devenus dominants et l'Etat n'a plus servi que de couverture. [...] Le réseau était devenu des réseaux, et en se privatisant des lobbies*<sup>10</sup> ». Ces lobbies, dans le contexte des « batailles au couteau pour l'accès à la rente », ont frayé avec la criminalisation du politique : ils se sont laissés entraîner dans des liaisons, qu'il faut bien qualifier de *mafieuses*, avec des trafiquants d'or et de pierres précieuses, d'armes et de drogues, des instructeurs de milices, des faux-monnayeurs, ... (cf. fiche 8).

Pour conclure cette brève présentation contextuelle, on laissera la parole à l'ami de 25 ans de François Mitterrand, et l'intime de son fils Jean-Christophe, Jeanny Lorgeoux : « *Il n'y a pas vraiment d'Etat en Afrique. Tout y est affaire d'homme à homme*<sup>11</sup> ». S'il n'y a pas d'Etat, il n'y a pas de loi... et l'on a bien raison d'être l'ami de Mobutu.

---

6. Signe des temps, le CERI a organisé les 15 et 16 décembre 1994 à Paris une table ronde à huis clos sur la « *criminalisation du politique* » en Afrique, où F. de Bloeck et O. Vallée ont traité de l'évolution du Zaïre. *La Lettre du Continent*, 22/12/94.

7. Achille Mbembe, *Afrique des comptoirs ou Afrique du développement ?*, in *Le Monde diplomatique* de janvier 1992.

8. Selon Erik Orsenna, qui oeuvra longtemps à l'Elysée et rompit avec François Mitterrand à cause de sa politique africaine, « *tout le monde sait que les partis politiques sont financés par des détournements de trafics via l'Afrique. L'Afrique sert à blanchir l'argent des partis politiques* » (c'est nous qui soulignons). Interview à *Télérama* du 08/09/93.

9. Cf. la présentation de Jean-François Médard, in *L'Afrique à Biarritz*, op. cit.

10. Antoine Glaser et Stephen Smith, op. cit. p. 112.

11. Cité par S. Smith et A. Glaser, *Les réseaux africains de Jean-Christophe Mitterrand*, in *Libération* du 06/07/90.



## 2. Les réseaux mis en examen.

Nous présentons ici sommairement quelques-uns des acteurs ou groupes d'acteurs les plus connus de la scène franc-africaine. Nul ne contestera qu'ils y tiennent des rôles éminents. Nous laissons bien entendu le lecteur mesurer leur degré de responsabilité dans les circuits mafieux que nous ferons apparaître par la suite (fiches 3 à 8).

**Le réseau Mitterrand :** Ce réseau est plus souvent présenté comme celui de son fils Jean-Christophe. Mais c'est le Président de la République, dont le dispositif africain échappait largement aux principes républicains<sup>1</sup>, qui a mis en selle et constamment couvert le réseau de celui que les Africains surnomment « Papamadit ». Entré à la cellule franco-africaine de l'Élysée le 3 juillet 1982, Jean-Christophe Mitterrand (JCM) en est devenu progressivement le personnage central, avant d'être nommé Conseiller en titre du Président pour les affaires africaines et malgaches. Il était assisté notamment de Gilles Vidal, nommé ensuite ambassadeur au Cameroun (en remplacement d'Yvon Omnès).

Ecarté de l'Élysée en 1992 en raison d'une accumulation d'« affaires » - dont les 195 millions de francs évaporés à Jersey lors de la garantie française au stockage du cacao ivoirien, par le négociant Sucden<sup>2</sup> -, Jean-Christophe n'en a pas moins continué de fréquenter, à Paris ou en Afrique, des fils de Présidents tels que Ali Bongo, Jean-Pierre Habyarimana, Manda Mobutu,...

Les principaux membres de ce réseau sont<sup>3</sup> :

- Jeanny Lorgeoux, infatigable *night-clubber* et organisateur de rencontres franco-africaines, maire de Romorantin, député PS (1988-1993) et porte-parole de son groupe parlementaire lors de la discussion du budget de la Coopération, ami des Présidents Mitterrand (depuis la "Convention" des années 60) et Mobutu ;

- Jean-Pierre Fleury, dont le holding Sagai contrôle en particulier *Adefi-International*. Cette agence de « communication » a passé des contrats avec le Togo, le Cameroun, le Congo, ... , où Jean-Pierre Fleury se déplaçait avec JCM (ou dans son sillage). *Adefi* rend des services d'information en tous genres - de la publicité institutionnelle au filmage vidéo des manifestations d'opposants africains en France. *Adefi* a rémunéré des prestations d'Elisabeth Mitterrand, épouse de JCM, déléguée nationale du PS pour les Français à l'étranger ;

- Georges Kentzler, ancien président du patronat togolais, parent éloigné d'Houphouët, associé de Jean-Pierre Fleury, actionnaire d'*Adefi*. Il a été enrôlé par Sucden le 1<sup>er</sup> septembre 1989, après l'affaire du cacao, à la négociation de laquelle il a participé ;

- Jean-Noël Tassez, devenu PDG de Radio Monte-Carlo et nommé, sous la cohabitation, PDG de la SOFIRAD (holding audiovisuel public dont les ondes arrosent, entre autres, l'Afrique et le Proche-Orient) ;

- Paul Dijoud, qui dirigea le département Afrique du Quai d'Orsay avant les législatives de 1993 ; ...

**Le réseau Pasqua :** Ce réseau connaît une très forte montée en puissance depuis 1986. C'est encore celui de Charles Pasqua, mais son fils Pierre y est de plus en plus actif<sup>4</sup>. Ce dernier a fait ses armes comme conseiller du groupe Mimran, la plus grosse entreprise agro-industrielle privée du Sénégal. C'est lui qui a fourni à Charles Pasqua les locaux de son "cabinet noir", 14 rue Clément Marot, où se traitent entre autres les affaires africaines du réseau. Charles et Pierre partagent des relations très suivies avec le conseiller général des Hauts-de-Seine Didier Schuller<sup>5</sup>, impliqué, en tant que directeur départemental de l'Office des HLM, dans la vaste affaire de fausse facturation Méry - dont au moins une tentacule se trouvait en Côte d'Ivoire, avec l'ancien de la DGSE Yanni Soizeau.

Les principaux points d'appui de ce réseau (à forte dominante corse) sont<sup>6</sup> :

- Daniel Léandri, l'homme de confiance de Charles Pasqua, ancien conseiller d'Elf International, qui « ne passe pratiquement pas un mois sans effectuer une mission spéciale auprès d'un chef d'Etat africain, tout particulièrement ceux des pays pétroliers du golfe de Guinée<sup>7</sup> » ;

1. « La "cellule africaine" a travaillé dans l'improvisation : d'où le recours, notamment du temps de Jean-Christophe Mitterrand, aux "réseaux" d'amitié, au court-circuit des relations "personnalisées" avec tout ce que cela implique de contreparties et de compromissions. Les "frères de lumière" de la franc-maçonnerie, les "relais" dans le négoce des matières premières, les missi dominici de la diplomatie parallèle, les "barbouzes" des services secrets et, partout, les "amis" bien placés, voilà le "dispositif" français en Afrique du temps de François Mitterrand ». Stephen Smith, *Le règne impuissant du "grand chef blanc"*, in *Libération* du 07/11/94.

2. Cf. Antoine Glaser et Stephen Smith, *Ces messieurs Afrique*, Calmann-Lévy, 1992, où un chapitre est consacré aux « affaires » de Jean-Christophe Mitterrand.

3. Cf. notamment S. Smith et A. Glaser, *Les réseaux africains de Jean-Christophe Mitterrand*, in *Libération* du 06/07/90.

4. Cf. Antoine Glaser, *Quand passe la caravane de "Pasqua l'Africain"*, in *Libération* du 02/02/93.

5. D'après *Le Canard enchaîné* du 28/12/94.

6. Cf. notamment Patrice Piquard, *Les hommes de Monsieur Charles*, in *L'Événement du Jeudi* du 25/08/94 ; A. Glaser, *Quand passe la caravane de "Pasqua l'Africain"*, art. cité ; A. Glaser et S. Smith, *L'Afrique sans Africains*, Stock, 1994, p. 124-125.

7. Antoine Glaser et Stephen Smith, *L'Afrique sans Africains*, op. cit., p. 124.

- Jean-Charles Marchiani. Nommé préfet en août 1993, « *c'est l'homme d'affaires de la bande* <sup>8</sup> », et celui des missions délicates, notamment au Proche-Orient, au Maghreb, au Soudan, et auprès de la très influente communauté libanaise d'Afrique ;

- André Tarallo, l'incontournable « Monsieur Afrique » d'Elf International, le conseiller en gestion politique et financière des présidents pétroliers ;

- Robert et André Felicciagi, amis de Charles Pasqua et André Tarallo, « *Corses du... Congo où ils ont suivi toutes leurs études. Après avoir fait fortune dans la pêche et l'hôtellerie, [ils] sont devenus des intimes et des conseillers financiers de l'ancien président congolais Denis Sassou N'Guesso* ». Ils « *ont monté l'activité la plus lucrative de ces dernières années dans la zone franc : la loterie nationale, le Pari mutuel urbain (PMU) et les casinos* <sup>9</sup> » ;

- le colonel Jean-Claude Manton, qui fut jusqu'en 1993 le « gouverneur » de fait du Centrafrique - plaque tournante des évolutions de l'armée française sur le continent -, aux côtés ou à la place du général-Président André Kolingba. Eloigné de Bangui suite à un conflit avec l'ambassadeur de France, sans affectation, il a été « embauché » par son « conscrit » Jean-Charles Marchiani - les ambitions africaines du ministre d'Etat correspondant parfaitement aux relations très spéciales de cet éminent militaro-africaniste, dont l'activité et l'influence rayonnaient dans toute la Corne de l'Afrique <sup>10</sup> ; ...

Le ministre dispose par ailleurs, « en tant que de besoin », de la DST, qui tend à prendre le pas sur la DGSE (voir l'affaire Carlos), et du SCITP (Service de coopération internationale et technique de police), qui ajoute à ses missions d'instruction policière et de fourniture de matériels un rôle d'officine de renseignement.

Au 14 rue Clément Marot, on « *mêle adroitement business et tractations délicates. On y remarque, par exemple, une société de commerce, la Socolia, qui intervient notamment en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Cameroun...* <sup>11</sup> ».

Charles Pasqua dispose également de la part conséquente (1 %) du budget départemental des Hauts-de-Seine qu'il a choisi d'affecter à la « coopération décentralisée ». « *Premier bénéficiaire : le président Omar Bongo, du Gabon, qui n'est pas a priori le pays le plus démuné d'Afrique ! 30 millions de francs ont été débloqués, dont 15 millions, en 1992, pour la construction d'écoles. [...] Seule bizarrerie, comme l'a révélé le Canard enchaîné, c'est toujours la même entreprise de l'homme d'affaires libanais Hassan Hedjeij qui remporte tous les contrats financés par les Hauts-de-Seine. Un homme entreprenant qui a ses entrées à la présidence gabonaise* <sup>12</sup> ».

En 1992 déjà, « *avec ses propres équipes, le sénateur [Charles Pasqua] est capable de fournir un service à la carte, pour préparer des élections, construire des écoles ou commercialiser du pétrole* <sup>13</sup> ». Avec les nouveaux moyens dont il dispose à son ministère d'Etat, il peut sûrement faire davantage. On comprend son vibrant appel lors de *La Marche du Siècle* du 5 janvier 1994 : « *Il faut que la France prenne la tête d'une véritable croisade en faveur du développement. On sait qu'à l'heure actuelle, tous les experts sont là pour le dire, si nous consacrons à l'aide au développement des pays sous-industrialisés, sous-développés, l'équivalent de 1 % de notre PIB, le problème serait résolu* ».

On ne citera que pour mémoire le **réseau Foccart**, qui a dominé la scène françafricaine pendant quarante ans, au service de de Gaulle puis de Jacques Chirac. Il disparaîtra comme tel avec son fondateur, et ses éléments les plus jeunes se recyclent.

Jacques Foccart avait tissé une implantation très dense de la DGSE, avec un conseiller auprès de chaque Président des pays du « champ ». Quoique concurrencés par la DST, les hommes de la DGSE demeurent très influents. Avec le déficit de stratégie politique - dont ne saurait tenir lieu le « syndrome de Fachoda » -, ils paraissent souvent bien peu contrôlables et contrôlés.

Il en va de même pour toute une série d'« électrons libres », ou qui en donnent l'apparence (lors du procès de Bob Denard, on a découvert que celui-ci jouait un jeu beaucoup moins personnel qu'il ne le faisait croire) : le général **Jeannou Lacaze**, l'ex-gendarme **Paul Barril**, **Maître Vergès**,...

**Valéry Giscard d'Estaing** apparaîtra ici ou là, comme la **Banque Lazard** qui lui est proche, ou son ancien conseiller **Charles Debbasch**.

8. Patrice Piquard, art. cité.

9. Antoine Glaser et Stephen Smith, *L'Afrique sans Africains*, op. cit., p. 124-125.

10. Cf. Stephen Smith, *Quand Pasqua prend la voie soudanaise*, in *Libération* du 16/08/94, et Patrice Piquard, art. cité. Selon Xavier Raufer (*L'Express*, 14/10/94), Jean-Claude Manton aurait été affecté en Nouvelle-Calédonie. Serait-il devenu gênant ?

11. Patrice Piquard, art. cité.

12. Antoine Glaser, art. cité.

13. Ibidem.

### 3. La plaque tournante zaïroise.

La Côte d'Ivoire, le Cameroun ou le Gabon sont beaucoup plus voyants dans la FrancAfrique que le Zaïre. Nous commencerons pourtant par examiner les liaisons franco-zaïroises, car ce pays très vaste, à la population nombreuse et potentiellement très riche est, sous l'apparence anarchique, un modèle contagieux d'exploitation criminelle. La FrancAfrique a cherché, et souvent réussi, à y supplanter les deux autres « parrains » traditionnels, la Belgique et les Etats-Unis.

#### Pillage

« *Tout ce qui a été dit et écrit à propos du président zaïrois est vrai. La réalité est même pire et plus dérisoire encore* ». Le tableau qu'en présente Philippe Madelin, dans *L'or des dictatures*<sup>1</sup>, est effarant. Celui qu'a vécu de l'intérieur et que décrit Emmanuel Dungia dépasse les conclusions de l'enquêteur.

Mobutu ne gère pas le Zaïre, il le vampirise : « *Commencé de façon artisanale au début de son règne, le pillage ou mieux le "siphonnage" des ressources matérielles et financières du pays a ensuite été organisé sur une échelle industrielle à partir de l'année 1979 [...]. Le Maréchal ne se fait plus d'illusions sur sa capacité de bâtir un pays moderne et de redresser une situation déjà fort compromise. Son ambition va alors se réduire à accumuler des richesses personnelles pour préparer sa retraite et éviter d'être pris au "dépourvu"*<sup>2</sup> ».

Déjà pourtant, en 1979, le tableau était accablant. Erwin Blumenthal, ancien responsable du département des Affaires Etrangères de la Bundesbank (un témoin sérieux !), avait été envoyé à Kinshasa par le FMI et la Banque Mondiale pour redresser le Trésor zaïrois. Directeur de l'équipe du FMI au Zaïre, puis Directeur Général de la Banque du Zaïre en 1978-1979, il avait dû s'enfuir sous les menaces physiques. Il rédige en 1982 une étude confidentielle<sup>3</sup>, après un long entretien avec l'ancien Premier ministre (exilé à l'époque) Nguz a Karl-I-Bond : « *Ce rapport montre d'une manière flagrante à quel point le système de corruption en vigueur au Zaïre, sous ses aspects les plus sordides et malfaisants, l'impossibilité de contrôle des fraudes, anéantissent toutes tentatives des institutions internationales, des pays amis ou des banques commerciales qui persistent à croire à un redressement de l'économie zaïroise. Il y aura certainement de nouvelles promesses<sup>4</sup> de Mobutu et des membres de son gouvernement et la dette extérieure qui ne cesse d'augmenter obtiendra de nouveaux délais mais il n'y a aucune - je répète aucune - chance à l'horizon pour que les nombreux créanciers du Zaïre récupèrent leurs fonds. On pourrait bien sûr me faire remarquer que j'ai quitté le Zaïre il y a presque trois ans et que les événements et les faits mentionnés dans ce rapport sont quelque peu dépassés. Se pourrait-il qu'entretiens l'attitude du Président et la manière d'agir de ceux qui l'entourent aient changé ? Même si on voulait se persuader qu'un chat peut cesser un jour de s'intéresser aux souris : dans le cas présent, cela ne s'est vraiment pas produit*<sup>5</sup> ».

Douze ans de cachemar plus tard, Jacques Amalric constate : « *La preuve est aujourd'hui faite qu'en dépit de toutes ses promesses<sup>6</sup>, le président zaïrois et ses proches tiennent toujours fermement les cordons de la bourse, pillent et détournent sans scrupules des ressources indispensables au renflouement du pays*<sup>7</sup> ». En l'occurrence, les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent : un Occident trop content, on le verra, de ces détournements.

Erwin Blumenthal cite un rapport parlementaire qui dresse la liste des prélèvements de Mobutu et de sa famille sur la Banque du Zaïre, de 1977 à 1979. Il y en a pour plus de 3,6 milliards de Francs belges (environ 600 millions de FF). Or, il ne s'agit que de la partie visible des prélèvements. Mobutu, déjà à cette époque, faisait expédier clandestinement en Afrique du Sud des avions-cargos chargés de fûts de cobalt, et commercialisés par Philbro. « *L'argent ainsi perçu était versé directement au compte numéroté de Mobutu en Suisse*<sup>8</sup> ». Des trains entiers de lingots de cuivre ou de zinc sont expédiés hors comptabilité de la Gécamines : chacune de ces expéditions peut représenter jusqu'à 100 millions de FF. Le jeu est bien plus facile encore pour la soustraction des diamants. Non content de ces ventes clandestines, Mobutu prélève aussi une part sur les ventes officielles. Et quand l'Arabie Saoudite accorde au Zaïre un chèque de 5 millions de \$, il l'encaisse personnellement.

Après avoir dressé la liste des biens immobiliers de Mobutu en Europe, et mentionné la fortune considérable administrée en Suisse avec l'appui de l'ancien Président de la Confédération, Nello Celio, Blumenthal évaluait la fortune du dictateur zaïrois : 4 milliards de \$ en 1982.

Même si le « Guide » dépense énormément, même s'il faut peut-être aujourd'hui diviser ce dernier chiffre par 2, l'ampleur et la diversité des moyens de pillage que Mobutu a mis en place rendent vraisemblables de tels ordres de grandeur. Il fait par exemple imprimer jusqu'à trois fois les mêmes

1. Fayard, 1993

2. *Mobutu et l'argent du Zaïre, Révélation d'un diplomate, ex-agent des Services secrets*, L'Harmattan, 1993, pp. 11 et 15.

3. Mais divulguée et publiée l'année même.

4. C'est nous qui soulignons.

5. Emmanuel Dungia, op. cit., p. 154.

6. C'est nous qui soulignons.

7. *Réhabilitation pour services rendus*, in *Libération* du 05/11/94.

8. Témoignage de Nguz a Karl-I-Bond, in Emmanuel Dungia, op. cit., p. 165.

billets de banque<sup>9</sup>. Les deux-tiers de la masse monétaire ainsi injectée vont alors directement dans sa cassette personnelle, et l'inflation atteint 8 000 % ; ce vrai faux-monnayage est orchestré par le Libanais Khannafer, les généraux Nzimbi et Baramoto<sup>10</sup>. La fraude douanière sur les exportations d'or et de diamant fait perdre au pays plus de 6 milliards de FF. par an<sup>11</sup>. Le PNB apparent (hors exportations clandestines et économie de subsistance) a chuté de 38 % en 5 ans, à 150 \$ par habitant (moins qu'en Somalie !). La production officielle de cuivre est passée de 40 000 à moins de 5 000 tonnes mensuelles pour les 7 premiers mois de 1994<sup>12</sup>.

La dégradation de l'outil de production n'explique pas tout : un document de l'administration zaïroise avoue, à propos de la production aurifère (tombée à 71 kg par mois !), que « *le recul de l'activité de l'or est principalement imputable à la recrudescence de la fraude et au manque de financement des comptoirs d'achat du Zaïre*<sup>13</sup> ». D'autres financements s'y sont substitués, comme pour les diamants.

## Mafia

Quiconque observe le fonctionnement de l'économie zaïroise, son régime d'extorsion, les exactions des forces spéciales<sup>14</sup> (tandis que l'armée, démunie, doit racketter la population), la violence et l'arbitraire de l'exercice d'un pouvoir clanique, est acculé à l'emploi du mot *mafia*. « *Mafia politico-militaro-financière* » précise le bâtonnier de Lubumbashi Jean Mbuyu Luyongola<sup>15</sup>. « *Le Zaïre connaît une dérive mafieuse*, indique de même Colette Braeckman, en montrant la pertinence de ce terme : « *Les secteurs réguliers de l'économie, la production de cuivre, les sociétés d'Etat, sont pratiquement à zéro, tandis que prospèrent des secteurs tout à fait mafieux : la production, si j'ose dire, de fausse monnaie, le paiement de cette impression de fausse monnaie par les trafics d'or et de diamants. Certains groupes gagnent beaucoup plus d'argent sur la marge que sur une économie régulière : [...] les gens qui achètent le diamant, les gens qui font des trafics divers* ».

« *Il y a de par le monde une masse considérable de narco-dollars. [...] On ne peut pas les écouler d'un coup, il faut le faire discrètement. Alors, entre autres filières, ces narco-dollars arrivent, d'après certaines informations, dans les régions minières du Zaïre où se trouvent des gens qu'on appelle des "creuseurs", qui creusent le sol, qui tamisent les rivières pour essayer de recueillir des diamants. Avec l'argent sale, on paie de 30 à 50% plus cher les diamants que dans des comptoirs d'achat traditionnels, où l'on paie le prix régulier. Ces circuits de "blanchissage" ont donc cassé ces comptoirs d'achat traditionnels, souvent tenus par des sociétés aux mains de Juifs, en relation avec Anvers. Une sorte de mafia locale travaille avec les généraux et les grands militaires du Zaïre : ils offrent plus cher pour les diamants, ils les achètent, ils les sortent, ils les mènent sur les places de vente du monde entier et, contre ces vrais diamants, ils reçoivent des vrais dollars. Les narco-dollars, eux, ont été réinjectés dans le circuit local. Ils sont blanchis, ils disparaissent* ». Quelques précisions : les narco-dollars permettent aussi d'acquérir les diamants auprès des comptoirs d'achat (centre principal : Mbuji-Muja, au Kasai oriental). Ces comptoirs sont liés à Mobutu. Des intermédiaires libanais ont acheté la protection des principaux généraux de Mobutu, ce qui leur permet de circuler dans le pays, pour faire des affaires.

Colette Braeckman explique ainsi l'éternel retour de Mobutu : « *Dans la situation actuelle, certains intérêts économiques peuvent espérer avoir, avec Mobutu, plus facilement accès aux richesses, aux ressources du Zaïre, et éventuellement à sa reconstruction, que s'ils devaient traiter avec un régime, un gouvernement plus proches et représentatifs de la population, ou plus radicaux. [...] Des faiblesses de l'économie de son pays, de la situation interne de chaos, de l'anarchie, [Mobutu] tire une force, en se disant le seul capable d'empêcher ce chaos. Et cette force lui permet d'aller plus loin encore. On se demande jusqu'où - et quand on voit le Rwanda, on sait jusqu'où cela peut aller*<sup>16</sup>. En même temps, il se présente comme celui qui peut mettre une limite à ce chaos. Alors que la cause même du chaos réside dans ce type de régime<sup>17</sup> ».

L'Occident fait semblant de croire que le nouveau Premier ministre pourra faire front contre Mobutu, le pillage et le chaos. « *Ceux qui aiment ce pays savent que Kengo ne pourra rien contre cette misère. Il revient pour faire ce qu'il peut et, bien sûr, prendre ce qu'il peut. Le mal, le vrai, il le connaît. C'est l'incontournable Mobutu. C'est lui que l'Occident doit combattre s'il veut aider la population zaïroise.*

9. Cf. Stephen Smith, *Comment le maréchal s'enrichit*, in *Libération* du 05/11/94. Voir fiche n° 8.

10. D'après Jean Mbuyu Luyongola, bâtonnier de Lubumbashi, directeur du Centre des droits de l'Homme et du droit humanitaire de Lubumbashi, in *Déclaration sur l'action du gouvernement Kengo wa Dondo*, Groupe Juridique international des droits de l'Homme, 04/10/94.

11. Selon Nguz a Karl-I-Bond, redevenu Premier ministre après 1990. In Emmanuel Dungia, op. cit., p. 114.

12. Pour les 7 premiers mois de 1994. Selon un rapport de l'administration zaïroise, *Évolution récente de la situation économique, financière et monétaire*, septembre 1994.

13. Ibidem.

14. Division Spéciale Présidentielle (DSP) du général Nzimbi, Garde civile du général Baramoto, Forces Spéciales d'Intervention (FIS), Forces d'Action Spéciales (FAS).

15. *Déclaration sur l'action du gouvernement Kengo wa Dondo*, citée.

16. Les barons du régime attisent la haine ethnique contre les Kasaiens du Shaba et les Banyarwanda du Kivu.

17. Déclaration de Colette Braeckman le 8 novembre 1994 à Biarritz, in *L'Afrique à Biarritz*, à paraître chez Karthala.

*Le reste, c'est du théâtre* », dit crûment Jean Mbuyu Luyongola<sup>18</sup>. Il faudrait d'abord que Kengo veuille lutter contre le pillage : or, il lui a donné des gages considérables<sup>19</sup>. Et Mobutu a si savamment déconcentré les points nodaux de la violence et du racket qu'il peut toujours laisser accuser des « éléments incontrôlés ». Il s'agit parfois de sa DSP, comme lors de la mort de l'ambassadeur de France Philippe Bernard le 28 janvier 1993, ou même de son fils Manda.

Le cas de celui-ci « relève du banditisme d'Etat ». Dès sa sortie de l'académie militaire de Kananga, « il se lance dans des actes de brigandage qui sont sa vocation naturelle. Très vite, il s'associe avec des trafiquants libanais et de gros trafiquants (diamant, ivoire, cobalt, ...) qui trouvent en lui un renfort inespéré.

Au port de Matadi, Manda se présente avec les commandos de ses gardes du corps pour enlever des marchandises sans payer la moindre taxe douanière. Gare aux douaniers qui tergiversent. Ils sont copieusement rossés, les côtes brisées. [...] La terreur est permanente chez les agents du Service des contributions, car M. Manda Mobutu a la réputation d'un tueur sans scrupules<sup>20</sup>. Il leur est interdit de mettre le nez dans la dizaine de sociétés qui compose son "Groupe Madova S.P.R.L.". [...]

En 1984, un énorme scandale portant sur plusieurs milliards détournés aux caisses publiques, éclate au Ministère des Finances, oeuvre de trafiquants astucieux avec la complicité de fonctionnaires de l'administration. [...] Plusieurs personnes sont arrêtées, dont le trafiquant Makola Seti, alias Ado, ami et associé de Manda Mobutu. Quelques jours plus tard, celui-ci se présente avec ses commandos à la prison de Makala, et en sort de force le trafiquant qu'il fait embarquer dans un vol de Brazzaville vers Bruxelles<sup>21</sup> ».

## Liaisons

« En France, le premier homme d'Etat à tomber dans les manoeuvres séductrices du Maréchal est le Président Giscard. Premier chef d'Etat français à honorer le tyran de sa visite, il en était reparti avec des écrins de diamants taillés, amenés personnellement de Mbuji-Mayi par le PDG de la Miba (Minière de Bakwanga). Mais ce n'est pas tout. Sur ordre du Maréchal, la Banque Centrale du Zaïre est instamment priée de passer un contrat avec le groupe Lazard, très lié aux Giscard d'Estaing. Ce groupe empochera la coquette somme de six millions de dollars pour ses conseils à la Banque !<sup>22</sup> ».

« A Kinshasa, la radio nationale est installée dans un complexe démesuré en béton qu'à l'époque "on a dû construire parce que le président Giscard avait insisté personnellement", comme le formule, pudiquement, un proche du maréchal Mobutu. Détail troublant : dans la direction de l'entreprise à qui fut confié le contrat travaillait alors un "parent" du chef de l'Etat français...<sup>23</sup> ».

« Depuis de nombreuses années déjà, Chirac a ses entrées discrètes chez le Maréchal. Il ne rate aucune occasion de se rendre au n° 20 de l'avenue Foch, à deux pas du rond-point Etoile dans le seizième arrondissement parisien, lors de chaque séjour du Guide, dont il a presque adopté l'une des filles. [...] En mars 1988, lors d'un séjour à Nice, le Guide charge son Conseiller Spécial Nkema Liloo de remettre en mains propres à M. Chirac cinq millions de francs français, à titre de contribution personnelle à son budget électoral.<sup>24</sup> »

Maître Jacques Vergès propose une stratégie pour dissuader Paris de prendre des sanctions. Des journalistes se laissent circonvenir, ou acheter. Jean-Louis Remilleux ose intituler ses *Entretiens avec Mobutu : Dignité pour l'Afrique*<sup>25</sup>.

« Pour avoir permis l'opération Turquoise proposée par le chef d'état-major particulier de François Mitterrand comme un "rétablissement", Mobutu a acquis des droits de reconnaissance. [...] Au début de son premier septennat, François Mitterrand partageait avec Mobutu son propre chef d'état-major des armées [Jeannou Lacaze]. [...] Aujourd'hui, à l'heure de la privatisation, Mobutu fait, pour les

18. Déclaration sur l'action du gouvernement Kengo wa Dondo, citée.

19. Lorsqu'il était Procureur général de la République, il faisait saisir par la Police des Matières Précieuses « des lots de diamants, des lingots d'or, des pointes d'ivoires [...] [Elles] convergent vers son bureau et en ressortent aussitôt pour les soutes des avions Hercules C 130 de son ami le Général Kikunda. Ces avions vont souvent pour "entretiens" à l'étranger. ». Devenu Premier ministre en 1982, Kengo participe à la « grande prédation ». Il empoche d'énormes commissions « sur les paiements sélectifs des dettes commerciales. Beaucoup de créanciers ont perdu tout espoir de récupérer leur argent. Pour être placé en bon ordre sur la liste des créanciers à payer, il faut cracher. Le directeur de Cabinet de Kengo négocie les dessous de table ». Dans le quartier résidentiel de la Gombe, à Kinshasa, il « a privatisé et mis en location », pour son propre compte, « la moitié des bâtiments appartenant à l'Etat ! Les loyers lui sont payés en devises ». Il s'est fait construire dans la zone théoriquement protégée de Binza un palais « aux dimensions gargantuesques ». Emmanuel Dungia, op. cit., p. 76-77.

20. Il se permet aussi d'utiliser la DSP à des fins personnelles.

21. Emmanuel Dungia, op. cit., p. 106-107.

22. Ibidem, p. 60-62.

23. Stephen Smith, in *Libération* du 2 février 1993.

24. Emmanuel Dungia, op. cit., p. 60-62.

25. Albin-Michel, 1990

mêmes tâches, appel au capitaine Paul Barril, ex-numéro deux de la cellule anti-terroriste de l'Elysée désormais installé à son compte<sup>26</sup> ».

Dès la fin de 1981, « l'ambassadeur Mokolo à Paris s'est gagné l'amitié [de] Jean-Christophe Mitterrand<sup>27</sup> ». Or Mokolo, qui n'est plus ambassadeur mais vit à Paris (surtout la nuit), est cité comme l'un des pivots des opérations franco-zaïroises, avec le concours de son successeur l'ambassadeur Ramazani Baya.

« Manda Mobutu est connu pour son "amitié" avec Jean-Christophe Mitterrand [...] et le député socialiste de Romorantin Jeanny Lorgeoux<sup>28</sup> ». Ce dernier, qui est aussi l'ami de Mobutu père, se rend fréquemment au Zaïre, et y introduit des entreprises françaises. La part de leur commerce ou de leurs affaires qui profite au pays lui-même est difficile à imaginer.

Au début de 1994, « la troïka des pays observateurs de l'évolution de la situation politique au Zaïre (France, Belgique, Etats-Unis) a décidé depuis plus de deux ans d'appliquer des sanctions contre le régime Mobutu en interdisant au président zaïrois et à sa famille tout visa d'entrée sur leurs territoires. ». Pourtant, « arrivé en France le 13 janvier, N'zanga Mobutu obtient du ministère de l'Intérieur un sauf-conduit de vingt-quatre heures », qui se transformera en « trois semaines de séjour irrégulier [...] Le Quai d'Orsay, passablement irrité [...], adresse une première protestation à Charles Pasqua. [...] "Balladur était tellement embarrassé par cette affaire, témoignait un haut-fonctionnaire, qu'il a refusé de trancher". Bruxelles, informé à son tour de la "trahison" française en regard des sanctions, fait savoir à Paris son mécontentement "pour la deuxième fois en un an"<sup>29</sup> ».

« "Le fait que le ministère de l'Intérieur ait dérogé à la règle des sanctions, estime un haut-fonctionnaire de la place Beauveau, aura peut-être un effet moteur et amènera le Quai d'Orsay à modifier son attitude face aux progrès politiques enregistrés à Kinshasa". D'autant que le maréchal Mobutu, officiellement privé de dialogue avec la France, s'était, souligne-t-on dans l'entourage de Charles Pasqua, longuement entretenu avec François Mitterrand lors du dernier sommet de la Francophonie à l'île Maurice<sup>30</sup> ». Cette affaire de « vrai-faux sauf-conduit » est l'un des signes du forcing de Charles Pasqua en faveur de la réhabilitation de Mobutu - obtenue à l'été, avec l'opération Turquoise -, et de la convergence de son approche et appréciation du personnage avec celles de François Mitterrand. Quand aux « progrès politiques enregistrés », ils valent les promesses de Mobutu... Mais celui-ci « compte de nombreux débiteurs dans la classe politique française<sup>31</sup> ».

François Mitterrand et Charles Pasqua copilotent par ailleurs une coalition zaïro-soudanaise contre ce que l'état-major de l'armée française appelle le *Tutsiland* (l'Ouganda, "allié" à la résistance soudanaise et aux Tutsis du Rwanda et du Burundi). On sait les résultats de ce schéma fachoïdesme dans les choix de la France au Rwanda. Au président ougandais Yoweri Museveni, on reproche, entre autres, de rester étranger aux réseaux franc-africains. Nous verrons (fiche n° 5) les aspects mafieux du régime soudanais. En tout cas, « les services secrets français ont demandé au président Mobutu d'accorder un droit de passage aux troupes gouvernementales soudanaises qui tentent d'investir le dernier réduit des rebelles sudistes de John Garang. [...] [Ce] droit de passage, déjà sollicité par les services secrets français en République centrafricaine, a été négocié entre Kinshasa et Khartoum depuis le mois de février. C'est alors que le chef d'état-major de l'armée zaïroise, le général Eluki, s'est rendu dans la capitale soudanaise, suivi il y a trois mois par le ministre de la Défense, l'amiral Mawua, lui-même ancien agent secret et également très proche de Mobutu. Selon nos informations, le commandant militaire du Haut-Zaïre, le général de brigade N'Guala, a ensuite reçu l'ordre de la présidence de ne pas empêcher le transit des troupes de Khartoum cherchant à prendre à revers les rebelles soudanais. "Constatez et faites rapport" lui a enjoint un message crypté<sup>32</sup> ».

Le 17 octobre 1994, François Mitterrand écrit au maréchal Mobutu : « La lutte contre la criminalisation de l'économie zaïroise engagée par le Premier ministre, qui a déjà dû saisir Interpol pour un trafic de monnaie, est en effet, selon les informations qui me reviennent, une priorité<sup>33</sup> ». Il constate donc cette criminalisation. Il a pourtant conduit la France à renouer officiellement avec ce système (les liens officieux n'avaient jamais été rompus, mais ceux qui les opèrent ne répugnent pas aux surplus publics). Et il sait très bien (les services secrets français étant encore très présents au Zaïre) que Kengo n'a pas vraiment les moyens de mener la priorité assignée.

26. Stephen Smith, *La France reste vigilante*, in *Libération* du 05/11/94.

27. Emmanuel Dunga, op. cit., p. 47-48.

28. Ibidem, p. 106-107.

29. En février 1993, le gouvernement Bérégovoy avait autorisé le maréchal Mobutu à séjourner pendant cinq jours dans sa résidence de Roquebrune Cap-Martin pour soigner ses "maux de dents".

30. Alain Frilet, *Le séjour en France du fils Mobutu sème la discorde au sein du gouvernement*, in *Libération* du 04/02/94.

31. Jacques Amalric, *Réhabilitation pour services rendus*, in *Libération* du 05/11/94.

32. Stephen Smith, *Malignon protège le Premier ministre zaïrois contre Mobutu*, in *Libération* du 07/11/94.

33. Stephen Smith, *La France reste vigilante*, article cité.

#### 4. L'exemple togolais.

Le Togo a beaucoup moins de richesses naturelles et il est dix fois moins peuplé que le Zaïre. Mais le général Gnassingbe Eyadéma, qui depuis les indépendances a eu un parcours assez proche de celui du maréchal Mobutu, ne cesse de se comporter en émule admiratif de la « gestion » économique et politique de ce dernier. Le détournement de la rente (ici, essentiellement les phosphates et l'APD française) et la tenue militaro-milicienne du pays ont beaucoup de points communs avec le Zaïre<sup>1</sup>. C'est pourquoi, malgré quelques fâcheres superficielles, le Togo est un enfant chéri de la Françafrique.

#### Pillage

L'Office Togolais des Phosphates (OTP) produit et commercialise cette richesse la plus monnayable du Togo. En 1987, un cabinet anglais a été payé 4,5 millions de \$ pour rendre plus « transparente » sa gestion financière, en tissant autour de lui une toile d'araignée d'une vingtaine de sociétés-écrans, domiciliées à Jersey, au Panama, au Libéria, en Suisse...<sup>2</sup>.

Les finances de l'Etat, les entreprises publiques et un certain type de secteur privé dit « moderne » (où s'illustra Georges Kentzler) sont presque exclusivement entre les mains du clan présidentiel, centré sur le village d'origine, Pya, et l'ethnie Kabye. On ne s'étonnera pas dans ces conditions que les finances publiques, pillées par action ou par omission, soient dans un état systématiquement désastreux. Elles sont heureusement gratifiées d'une dose forte et régulière d'APD (1/7 du PIB en 1992), de la part de donateurs, français ou étrangers, émerveillés par la qualité de la gouvernance locale. Quant aux grands projets, tels la Cimenterie de l'Ouest africain (Cimao) ou la « raffinerie » nationale, ils n'ont jamais marché. La Cimao est la plus magistrale « ardoise » de la Caisse française de développement<sup>3</sup>. Où sont les milliards envolés ?

Le mécanisme est rodé, explique un Togolais : il suffit de venir « chanter les éloges médiatisés des bourreaux de l'Afrique, en les présentant comme des messies incontournables pour le salut de nos Etats sinistrés par les méfaits de la kleptocratie, du tribalisme et du fascisme tropical grand-guignolesque. 24 heures ou 48 heures passées en qualité d'hôte de marque à côté d'un dictateur civil ou d'un sergent-président rapportent gros, très gros : une valise bourrée de CFA, en coupures de 10 000, des diamants, de l'or ou quelques cargos de phosphate, de manganèse ou de bauxite<sup>4</sup> ». Effectivement, Lomé est une étape très prisée des dirigeants politiques français en période pré-électorale. Et, on va le voir, le général Eyadéma finit toujours par bénéficier à leurs yeux d'une exceptionnelle indulgence - éventuellement contre l'avis du monde entier.

Résultat : un pays que l'on représentait, de par ses ressources physiques et humaines, comme la « Suisse de l'Afrique », se retrouve classé au même indice de développement humain que le Bangladesh ou le Cambodge...

#### Mafia

Venu au pouvoir en deux étapes (l'assassinat du Président Sylvanus Olympio le 13 janvier 1963, puis le coup d'Etat de 1967), le sous-officier de l'armée française Gnassingbe Eyadéma exerce sur le Togo, depuis une trentaine d'années, une dictature brutale et sans nuances. La liste des massacres et assassinats est interminable. La gestion de la « réserve naturelle », décrétée par le Président dans le nord du pays, est inouïe : les habitants alentour sont littéralement sacrifiés aux divagations des animaux<sup>5</sup>.

« Le Togo dispose d'une armée de 13 000 hommes [1 soldat pour 300 habitants], dont 80% des effectifs viennent de la région du chef de l'Etat. Au niveau du commandement, 99% sont entre les mains de ses cousins, de son fils, bref, des membres directs de la famille. C'est cette armée qui constitue la garde prétorienne du général Eyadéma et qui, en toute impunité, au nom d'une certaine sûreté de l'Etat, au nom de la raison d'Etat, élimine les gens, assassine, vole, viole, commet toutes sortes d'exactions<sup>6</sup> ».

1. Sur la criminalisation du pouvoir togolais, cf. Comi Toulabor, *Le Togo sous Eyadéma*, Karthala, 1986.

2. Cf. *La Tribune des démocrates* (Togo) du 29/11/94, qui fournit l'organigramme de ces sociétés.

3. Antoine Glaser et Stephen Smith, *L'Afrique sans Africains*, Stock, 1994, p. 164-165.

4. Ayayi Togoata Apedo-Amah, *Roussin ou Ali Baba et les 40 voleurs*, in *La Tribune des démocrates* (Togo) du 22/11/94.

5. Cf. le témoignage de Jean Degli in *L'Afrique à Biarritz*, à paraître chez Karthala.

6. Ibidem.

La conclusion d'un récent éditorial de l'hebdomadaire togolais *La Tribune des démocrates* (Togo, un Etat terroriste)<sup>7</sup> résume bien cette gangstérisation du pays, à la zaïroise : « Au Togo, on ne tue pas parce que vous êtes démocrates : on vous tue pour une critique ; on vous tue parce que le poste que vous occupez, on veut l'offrir à un frère de tribu ; on vous tue parce que vous êtes dans un service ou une banque que l'on veut tribaliser ; on vous tue pour votre culture, pour votre intelligence ; on vous tue par pure bêtise ; on vous tue pour ressusciter un passé crapuleux abhorré ; on vous tue parce que vous réclamez le droit et la justice ; on vous tue parce qu'on s'estime plus togolais que vous ; on vous tue quand vous dites que le Togo n'est ni une propriété privée ni une réserve ; on vous tue parce que vous dites que le tableau noir qu'on proclame blanc est bel et bien noir... »

Exagération d'opposants ? Jean-François Bayart n'est pas moins sévère quand il dit que le soutien français à ce type de régimes criminels aboutit « à coup sûr à la "haïtisation" du Togo et de tous les pays africains dont les dirigeants autoritaires en mal de restauration n'hésitent pas à "macoutiser" leur pouvoir<sup>8</sup> ». Et il montre comment le général Eyadéma applique à la perfection le schéma de multipartisme encaserné exposé par Achille Mbembe (fiche n° 1) : « Dès l'été 1991, il était clair que le dictateur togolais, acculé à des concessions par l'ampleur de la mobilisation populaire, menacé d'être chassé par la grande porte, entendait rentrer par n'importe quelle fenêtre dans la plénitude de ses pouvoirs. Il inspira des mutineries dans l'armée, des opérations de représailles contre la population, des assassinats ou des tentatives d'assassinat d'opposants, et même des complots prétendument organisés depuis le Ghana voisin [...]. Le dictateur togolais est parvenu à se faire "réélire" le 25 août sans trop s'embarasser d'un minimum de bienséance. Son rival le plus dangereux, Gilchrist Olympio - le propre fils de l'ancien président Olympio, que M. Eyadéma avait abattu en 1963 lors de son premier coup d'Etat - a été empêché de participer à la consultation sous le prétexte - parmi d'autres - que son dossier médical de candidat avait été établi à Paris. L'argument ne manque pas de cynisme quand on sait que Gilchrist Olympio a, en effet, été soigné au Val-de-Grâce à la suite d'un attentat perpétré en 1992 dans le fief du général Eyadéma et, selon plusieurs témoignages dignes de foi, par le fils de celui-ci !<sup>9</sup> ».

Voici un autre exemple de ce jeu sophistiqué, doublé d'une impudence mafieuse, auquel Mobutu est passé maître et où le général Eyadéma excelle<sup>10</sup> : après lui, le lieutenant-colonel Yoma Djoua était jusqu'à cet automne le personnage principal de l'armée togolaise. Il cumulait six commandements officiels, dont celui des commandos de la Garde Présidentielle, et celui, officieux, du réseau de terrorisme d'Etat - des escadrons de la mort dénommés *Brigades Rouges* ou *Pigeons*. Un témoignage accablant, recueilli au Ghana, ayant dénoncé le plus récent de ses forfaits (l'assassinat de Laurent Agbemavor), Eyadéma fait arrêter Djoua fin octobre - sous la pression internationale, mais aussi parce que sa capacité de nuire devenait inquiétante. Djoua menace alors, semble-t-il, de tout déballer s'il est jugé. Qu'à cela ne tienne, Eyadéma concocte une « amnistie générale », que l'on vendra à l'extérieur comme destinée aux opposants emprisonnés...

## Liaisons

Le cynisme brutal de Gnassingbe Eyadéma exerce un magnétisme extraordinaire. Tous les réseaux français convergent pour soutenir le dictateur togolais. Pour Jean-François Bayart, « le vrai banc d'essai de la politique africaine de la France, c'est l'affaire togolaise [l'élection présidentielle], et le bilan est accablant ». Malgré les manipulations et massacres du tyran, « son ami, Jean-Christophe Mitterrand, [...] a plaidé sa cause sans relâche [...]. A l'approche des législatives, Charles Pasqua et Valéry Giscard d'Estaing ont apporté à M. Eyadéma un soutien chaleureux qui n'a pu que l'encourager dans sa stratégie de reconquête<sup>11</sup> ». François Viotay, de la Ligue togolaise des droits de l'Homme, ajoute : « Pendant que le ministre de la Coopération Marcel Debarge était ému de ce qui s'était passé en janvier 1993, lors de son passage à Lomé<sup>12</sup>, des officiels français, appuyés par des conseils privés (Maîtres Vergès et Debbasch), étaient dans les coulisses en train de monter les stratégies de la restauration d'Eyadéma. Cela se passait à la face du monde : la diplomatie française, l'opinion internationale, tout le monde assistait hébété à cette course pour la reprise violente du pouvoir<sup>13</sup>. »

Jean-Christophe Mitterrand fut d'abord correspondant de l'AFP à Lomé. Il y a noué des relations très familières avec le général et ses proches. Il peut également compter sur G. Kentzler, J.-P. Fleury a, quant à lui, noué pour Adefi de fructueux contrats forfaitaires de communication avec le régime<sup>14</sup>.

7. 04/10/94.

8. *La Croix* du 07/09/93.

9. Ibidem.

10. D'après *Les Nouvelles du Togo*, du 16/12/94 et *Billets d'Afrique* de janvier 1995.

11. *La Croix* du 07/09/93

12. L'armée tire sur une manifestation pacifique et tue une trentaine de personnes.

13. François Viotay, in *L'Afrique à Biarritz*, op. cit..

14. Stephen Smith et Antoine Glaser, *Les réseaux africains de Jean-Christophe Mitterrand*, in *Libération* du 06/07/90.



**Charles Pasqua** est un soutien indéfectible de Gnassingbe Eyadéma. Il n'a pas hésité à lui rendre visite au temps de l'interruption officielle de la coopération franco-togolaise. Il faut dire que c'était peu avant la campagne des élections législatives, en France. A Pya, le village natal du général, où il est élevé à la dignité de grand officier de l'ordre du Mono, Charles Pasqua expliquait le 21 décembre 1992 que « *c'est une chance pour le Togo d'avoir eu à sa tête le général Eyadéma. Si la situation ne s'est pas davantage dégradée jusqu'alors, c'est en grande partie dû à ses qualités d'homme d'Etat et à sa sagesse* <sup>15</sup> ». Inversement, chaque fois que le général vient à Paris (il a une propriété à Boulogne, Hauts-de-Seine), c'est Charles Pasqua qu'il honore d'abord de sa visite.

La remise de l'ordre du Mono par le chef de clan togolais apparaît comme la reconnaissance d'une initiation à la Françafrique. Après Charles Pasqua, Jacques Vergès l'a reçu en 1993, en compagnie du colonel Grandmangin, conseiller militaire à l'ambassade de France. En 1994, cela a été le tour du ministre de la Coopération, le balladurien **Michel Roussin**. Il ne venait pas les mains vides, mais avec 108 millions d'aides budgétaires (ces fameuses aides hors-projets dont Edouard Balladur a dénoncé l'évaporation) et 400 millions d'annulations de dettes. « *L'objectif est clair : donner des liquidités à l'Etat togolais pour réduire les déficits publics et cautionner la dette extérieure togolaise (aux alentours de 2 milliards de dollars) vis-à-vis de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international* <sup>16</sup> ». Bref, boucher les trous que, par d'autres canaux, on a contribué à creuser.

Le successeur de Michel Roussin, **Bernard Debré** (autre balladurien), estime, pensant au Togo, qu'il faut « *sécuriser les présidents qui, à leur rythme, avancent sur cette voie* » (la démocratisation), qui « *égale toujours fragilisation* ». « *Je connais le président Eyadéma depuis près de trente ans* <sup>17</sup> ». En visite dès le 11 décembre à Lomé (à peine un mois après sa nomination), il tire prétexte de l'amnistie conçue pour l'officier terroriste Djoua pour réclamer de l'Union Européenne, très réticente, la reprise de sa coopération avec le Togo...

**Valéry Giscard d'Estaing** appréciait beaucoup les chasses dans la réserve animalière présidentielle du nord-Togo. Son ancien collaborateur, le doyen d'Aix-en-Provence **Charles Debbasch**, était omniprésent au Togo avant d'être emprisonné dans l'affaire du détournement des tableaux du peintre Vasarely. Conseiller constitutionnel du général Eyadéma, c'est lui qui inventa les astuces juridiques permettant d'écarter ses rivaux et de corriger d'éventuels excès démocratiques. Avec **Jacques Vergès**, il a commis un publi-reportage héroïque sur le dictateur togolais, en forme de supplément à *Jeune Afrique* <sup>18</sup>. Tous deux ont ensuite créé, avec Jean-Michel Pradalier, Max Jalade et une volée de « spécialistes », un « Observatoire International de la Démocratie », fort utile pour légitimer des élections douteuses - il n'en manquera pas, si se généralise le modèle de « multipartisme administratif » d'Achille Mbembe. Lors des élections législatives d'août 1993, la Commission électorale nationale a récusé l'« arbitrage » de cet Observatoire. Cela n'a pas empêché M<sup>e</sup> Debbasch de plaider à la télévision togolaise la cause du général Eyadéma.

Eyadéma et Mobutu ont encore une ressemblance : ils sont tous deux conseillés par le général **Jeannou Lacaze**, ex-numéro 1 de l'armée française. Le 28 septembre 1992, deux députés européens présentent à l'assemblée paritaire ACP/CEE un projet de résolution condamnant les violations des droits de l'homme au Togo. Au bureau des ACP, le texte est soumis à Madeleine Aduayom qui, en tant que membre de l'organe législatif de la transition togolaise, représente le Togo à l'assemblée ACP/CEE. Elle veut agréer ce texte, lorsque surgit le général Jeannou Lacaze (également député européen). Il lui demande de retirer le projet, en précisant : « *Ordre du général Eyadéma !* ». Comme elle refusait d'obtempérer, l'ambassadeur de Côte d'Ivoire à Bruxelles transmit aux députés initiateurs du projet des menaces envers cette élue togolaise <sup>19</sup>.

« *C'est un Français qui dirige l'école militaire de Pya, qui recrute et forme, en majorité, des éléments issus de l'ethnie présidentielle Kabye* <sup>20</sup> ». La tristement célèbre unité *Pigeons* (voir plus haut) a été formée en 1988 par une mission spéciale de la coopération militaire française <sup>21</sup> - le futur DAMI, qui s'est « illustré » au Rwanda. « *L'armée de 13 000 hommes [...], sur laquelle s'appuie le régime pour entretenir la terreur et éradiquer toute forme d'opposition a été formée, aidée par la France qui a fourni du matériel et une soixantaine d'instructeurs et de conseillers militaires* <sup>22</sup> ».

15. D'après Marie-Pierre Subtil, « *Le peuple saura reconnaître ses vrais amis* », in *Le Monde* du 10/01/94.

16. *Le général Eyadéma, l'ami retrouvé*, in *La Croix* du 13/09/94.

17. Interview à *Jeune Afrique* du 24/11/94.

18. Avec cet éloge de Jacques Vergès : « *Les yeux du peuple togolais sont ouverts. Il a vu comment le général Gnassingbe Eyadéma a défendu avec sang-froid, patience et succès les intérêts du Togo contre les intérêts de ces multinationales et leurs serviteurs putschistes. Pour cela, il reste un exemple et pas seulement pour le Togo* ».

19. D'après *Eyadéma, Lacaze et les droits de l'homme*, in *Jeune Afrique* du 19/11/92.

20. Philippe Demenet, *Les coulisses d'une réunion de famille*, in *Croissance* de décembre 1994.

21. D'après *Les Nouvelles du Togo*, du 16/12/94.

22. *Le général Eyadéma, l'ami retrouvé*, in *La Croix* du 13/09/94.

## 5. Le pot-pourri franco-soudanais.

La dictature militaro-islamique mise en place à Khartoum par le coup d'Etat de 1989 n'est pas seulement ce régime de « purs » qui revendique à la fois la pureté de la foi et de la race - terrorisant ou massacrant la majorité des Soudanais qui ne sont pas Arabes, ou pas musulmans, ou ni l'un ni l'autre (ou musulmans arabes non fanatiques). C'est aussi un régime affairiste, où certaines organisations de « purs » se comportent en mafias internationales. Tout cela ne pouvait que vivement attirer les ténors de la Françafrique.

### Pillage

Le régime soudanais a apparemment une double tête, militaro-politique (le général Omar el-Bechir) et politico-religieuse (Hassan el-Tourabi, mentor du Front national islamique, le FNI). Comme en Iran, la seconde n'est pas la moins influente. Le Soudan est en pleine crise économique, mais pas seulement à cause du conflit avec le sud-Soudan (coût : plus de 3,5 milliards de FF. par an). Il y a aussi « *l'extravagant pillage des ressources et les détournements de fonds publics sans précédent que connaît le pays. Ce pillage est orchestré par un réseau d'éléments du FNI qui ont noyauté, dès le début, les institutions concernées : ministères des Finances, du Commerce, banques. La fonction de ce réseau est de camoufler le pillage et le détournement des fonds par l'application de mesures et l'adoption de politiques, soutenus au moment opportun par de faux débats et de faux objectifs.*

*Par exemple, la junte du FNI a prétendu au début qu'elle s'emparait du pouvoir pour sauver l'économie du pays et soulager la population d'un régime corrompu par le régime des partis politiques. Elle a placé si bas les prix des denrées que les marchands ont fermé leurs magasins pour cause de faillite. Puis elle a instauré un décret interdisant l'acquisition ou la détention des devises étrangères. Les contrevenants ont été pendus - un acte délibéré visant à intimider la bourgeoisie d'affaires soudanaise, peu inclinée à collaborer avec le régime. Neuf mois plus tard, cette politique était abolie et on a toléré le transfert et la détention de devises étrangères parce que, entre-temps, les partisans du FNI avaient accumulé de l'argent et saisi des leviers économiques.*

*Après avoir contraint producteurs et grossistes à se retirer, ces partisans ont pu consolider l'emprise sur le marché de leurs organisations islamiques, grâce à des privilèges invraisemblables : droit à l'importation et l'exportation, exonérations fiscales et douanières, protection des locaux, immunité juridique, autorisation de faire entrer et séjourner des étrangers, etc. L'Union Islamique Internationale des Organisations Estudiantines peut ainsi opérer sur le marché noir, encaisser des commissions à l'étranger pour des transactions commerciales, monnayer sa franchise de douane, ... D'autre part, 28 entreprises et services publics ont fait l'objet d'une privatisation au profit de capitaux du FNI. Les partisans du Front pratiquent encore en franchise, ou clandestinement, l'exportation de matières premières agricoles, telle la gomme arabique<sup>1</sup> ».*

Tout ceci n'exclut pas les bakchichs sur les contrats avec l'étranger, type ventes d'Airbus... En s'emparant du pouvoir, la junte scandait le slogan « Sauvetage », évoquant une issue à la crise économique. Après cinq ans de ce « régime » parasitaire, les résultats sont significatifs. La valeur de la livre soudanaise par rapport au dollar a été divisée par 40 ; la dette extérieure est passée de 12 à 20 milliards de \$ ; le déficit de la balance des paiements a plus que triplé de 1989 à 1991. Les seules franchises douanières dont bénéficient les organisations islamiques ont fait perdre, en 1993, 14 milliards de livres (quelque 150 millions de FF) au budget de l'Etat<sup>2</sup>.

### Mafia voilée

*« Le régime actuel n'est qu'une variante de ce que l'Europe a connu au Moyen Age sous le nom d'Inquisition, une copie conforme de ce qu'elle a connu dans l'histoire récente des groupes et mouvements fascistes, qui utilisent le christianisme pour promouvoir les intérêts d'une petite bourgeoisie carnassière. C'est la même idée de révolution conservatrice. On protège sa race, sa religion et sa culture, tout en profitant des bouleversements du monde actuel<sup>3</sup> ».*

1. Témoignage de Huda Abdal Raouf, in *L'Afrique à Biarritz*, à paraître chez Karthala. Le premier producteur de gomme arabique au Soudan est une société française, Iranex (selon Géraldine Faes, *Le prix de Carlos*, in *Jeune Afrique* du 25/08/94)

2. D'après Huda Abdal Raouf, *ibidem*.

3. Témoignage de Yahia Ahmed, *ibidem*. Le bulletin mensuel *Vigilance Soudan*, édité par le Comité de vigilance pour les droits de l'Homme et les libertés au Soudan, fournit une information régulière sur les pratiques de ce régime.

Selon Human Rights Watch, le régime a « *démantelé tout élément de la société civile qui mette en question sa vision étroite d'un Etat islamique* »<sup>4</sup>. Les partis politiques sont interdits et les journaux suspendus. Les médias sont entièrement entre les mains du régime et de ses partisans. Magistrature, système pénitentiaire, fonction publique, enseignement, police et armée ont été purgés de tous ceux de leurs éléments soupçonnés de s'opposer à l'idéologie officielle. Le système de répression est assuré par de multiples organismes indépendants les uns des autres, et dotés d'une large autonomie : services de Sûreté de l'Etat, de la Sûreté générale, etc.<sup>5</sup>. Le rapporteur spécial de l'ONU Gaspar Biro « *conclut sans hésitation que de graves violations des droits de l'homme ont eu lieu au Soudan, notamment un grand nombre d'exécutions extra-judiciaires et sommaires, de disparitions forcées ou involontaires, de tortures systématiques et d'arrestations arbitraires généralisées de personnes soupçonnées d'être des opposants* »<sup>6</sup>.

La situation algérienne laisse deviner ce que pourrait donner l'alliance d'une caste militaire aux tendances mafieuses avec un islamisme fanatisé. S'y s'ajoute au Soudan un racisme de fait à l'égard de la mosaïque ethnique qui constitue la périphérie soudanaise. Pour l'*US Committee for Refugees*, au moins 1,3 millions de Soudanais sont morts depuis 1983 des suites immédiates de la guerre et des politiques de génocide du gouvernement de Khartoum<sup>7</sup>. Le cinéaste ethnographe Hugo d'Aybaury a filmé et décrit le calvaire des populations des monts Nouba<sup>8</sup> : « *Dans la seule journée du 24 décembre [1992],*

*6 000 habitants ont été massacrés dans le village d'Heiban. [...] La liste que j'avais reçue faisait, quant à elle, état de 90 villages rasés [...]. Les villages cités pouvaient abriter entre 700 habitants, comme à Timbera, et 10 000 comme à Omdureen. [...] Le modus operandi est toujours le même : les soldats viennent de nuit avec des colonnes mécanisées, encerclent le village, tirent au canon sur les maisons, abattent les survivants, puis rasant les ruines avec leurs blindés. Ils laissent à chaque fois entre 400 et 700 personnes sur le carreau* ». Quant aux réfugiés non-arabophones des bidonvilles de Khartoum, victimes d'un nouvel *apartheid*, 850 000 d'entre eux ont été déportés - « *relocalisés* » - depuis deux ans, dans des camps éloignés, dépourvus de tout<sup>9</sup>.

## Liaisons

Le général el-Bechir déclarait le 17 juin 1991 : « *Nous tenons à poursuivre le dialogue avec la France et nous utilisons tous les moyens pour améliorer nos relations avec elle. A cet égard, nous avons une nouvelle approche par l'intermédiaire de Jean-Christophe Mitterrand, fils du Président Mitterrand, qui nous visite de temps à autre, et j'ai une relation personnelle avec lui, qui dépasse les relations officielles* »<sup>10</sup>. L'« *ami* » Paul Dijoud, alors directeur du département Afrique au Quai d'Orsay, a été chargé de cultiver cette relation extra-protocolaire. Ayant entrepris « *des manoeuvres répétées [...]* à l'égard du régime islamiste du Soudan », il allait, en janvier 1992, « *s'entretenir non seulement avec le général Bechir et le ministre soudanais des Finances, mais aussi avec Hassan el-Tourabi, le chef du Front national islamique (FNI) [...]. Ce voyage un peu particulier, en dehors des circuits officiels, a été organisé par un homme d'affaires franco-tunisien qui accompagne le diplomate français : "Monsieur Meherzi", très proche des islamistes tunisiens et de leur leader Rachid Ghannouchi* »<sup>11</sup>.

Mais Charles Pasqua allait, deux ans plus tard, faire beaucoup plus fort. Le vote sécuritaire des Français valant d'être chèrement flatté, il choisissait d'échanger le terroriste amorti Carlos contre un appui aux opérations de « *nettoyage ethnique* » du régime soudanais. De Bangui, le colonel Jean-Claude Manton (nouvelle recrue du réseau, cf. fiche n° 2), avait déjà resserré les liens avec les « *services* » soudanais, via son ami de longue date El Fatih Irwa, haut conseiller pour la sécurité du régime de Khartoum. Celui-ci deviendra la cheville ouvrière des contacts franco-soudanais, et les deux amis serviront sur un plateau l'affaire Carlos à leurs mandants<sup>12</sup>. Un *deal* en or : un feu d'artifice pour la popularité de Charles Pasqua, contre la résolution d'une série de « *difficultés* » du régime soudanais. L'affaire est scellée lors d'une rencontre secrète à Paris, fin juillet, avec le « *Guide* » Hassan el-Tourabi<sup>13</sup>.

4. *Au nom de Dieu : la répression se poursuit dans le nord du Soudan*, rapport de Human Rights Watch/Africa du 03/11/94.

5. D'après Huda Abdal Raouf, in *L'Afrique à Biarritz*, op. cit..

6. Rapport présenté à la Commission des Droits de l'Homme de Genève, mi-février 1994.

7. *Quantifying Genocide in the Southern Sudan* : 1983-1993, USCR, Washington DC 20036, USA.

8. Interviewé par Alain Frilet : *Le calvaire oublié du peuple nouba*, in *Libération* du 19/06/93.

9. D'après Stephen Smith, *Quand Pasqua prend la voie soudanaise*, in *Libération* du 16/08/94.

10. A l'hebdomadaire de Khartoum *Al alam al arabi*.

11. Stephen Smith, *Paris accusé de contacts avec le FIS*, in *Libération* du 17/01/92.

12. Idem.

13. Cf. Simon Malley, *Les entretiens secrets Tourabi-Pasqua à Paris*, in *Le Nouvel Afrique Asie*, Septembre 1994.

Placé sur la liste noire des pays soutenant le terrorisme, le régime soudanais est boycotté par la plupart des investisseurs privés ou institutionnels. Qu'à cela ne tienne. La France, promet-on, se placera à l'avant-garde d'une campagne de réhabilitation, en direction de l'Union européenne et des États-Unis. Elle influencera dans le même sens la Banque Mondiale et le FMI<sup>14</sup>. Elle conseillera également à la **banque Lazard** d'accorder un prêt de plusieurs dizaines de millions de \$ pour permettre au Soudan, menacé d'être exclu du FMI, de payer les intérêts de sa dette internationale<sup>15</sup>.

Quant aux échéances de la dette soudanaise envers la France, elles seraient, pour l'essentiel, passées sur le compte Pertes et Profits de l'aide publique au développement (APD). Une autre portion d'APD abonderait des prêts à moyen et court termes. Enfin, la Coface - cette autre vache à lait, dont les pertes en service commandé sont généralement couvertes par le contribuable - garantirait à nouveau des investissements français au Soudan<sup>16</sup>.

Deuxième problème, la rébellion sud-soudanaise. Pour la prendre à revers, Charles Pasqua aurait « offert » aux troupes islamistes un droit de passage en Centrafrique, l'ancien fief du colonel Manton. On a vu plus haut (fiche n° 3) qu'un autre passage a été négocié au Zaïre. En gage de bonne volonté, les services secrets français fournissent par ailleurs des photos du satellite Spot identifiant les positions des « rebelles »<sup>17</sup>. A Paris, on avoue ingénument : « *C'est vrai que nous avons remis ces photos aux Soudanais. Cependant, nous croyions qu'ils n'étaient pas capables de les exploiter, ce qui suppose des connaissances techniques assez poussées. Mais, en fait, ils se sont dépannés avec l'aide de leurs amis irakiens* »<sup>18</sup>... Mais l'on agrémentait sans doute ces images lointaines de photographies aériennes (cf. l'épisode du Mirage abattu au Tchad).

Question armes, **Jean-Charles Marchiani** est l'homme de la situation. Ancien de la division armement de Thomson, le marché et ses filières n'ont guère de secrets pour lui. Il a carte blanche pour répondre aux besoins des Soudanais, à condition de ne pas mouiller la place Beauvau<sup>19</sup>. Cela ne ferait d'ailleurs que renforcer un probable appui « de routine » aux campagnes de l'armée islamiste, par la fourniture, à des conditions très avantageuses, de munitions et pièces de rechange pour les armes françaises de l'armée soudanaise (automitrailleuses AML 90, canons de 155, hélicoptères Puma)<sup>20</sup>.

Question « ressources humaines », les autorités françaises accepteraient d'accueillir un important groupe d'officiers, de militaires et de policiers soudanais, pour les entraîner à la lutte anti-guérilla<sup>21</sup>. Un accueil sans doute déjà largement amorcé, puisque, de passage à Paris fin janvier, le « Monsieur Afrique » américain George Moose s'en serait inquiété auprès de ses interlocuteurs français<sup>22</sup>. La France pourrait même envoyer ses propres « techniciens » à Khartoum<sup>23</sup> : certains, en *standby* depuis l'interruption (provisoire ?) de l'aventure rwandaise, pourraient continuer au Soudan le combat contre ce *Tutsiland*, centré sur l'Ouganda, dont la carte orne le bureau du chef d'état-major de l'armée française<sup>24</sup>...

Contre la livraison du Sud-Soudan, la France obtient celle de Carlos, plus « trente deniers » : la confirmation de la vente de 3 Airbus - qui a donné lieu à de copieuses commissions parisiennes -, des promesses de pétrole pour Total et de grands travaux pour GTM (le redémarrage de l'énorme chantier du canal de Jonglei)<sup>25</sup>. On a cherché payé Carlos, mais la Françafrique peut sabler le champagne : le courant d'affaires et d'échange de « services » fouetté par le retour au pouvoir de l'équipe Pasqua devenait une alliance stratégique<sup>26</sup>.

14. D'après Simon Malley, article cité.

15. D'après Jacques Julliard, *Soudan : le marché de la honte*, in *Le Nouvel Observateur* du 01/09/94. Le FMI a accepté début décembre un rééchelonnement de 1,6 milliard de \$ de dettes soudanaises.

16. D'après Simon Malley, article cité.

17. D'après les deux articles précédents.

18. Propos recueillis par Stephen Smith, *ibidem*.

19. D'après Patrice Piquard, article cité.

20. D'après Jacques Julliard, article cité.

21. D'après Simon Malley, article cité. Yahia Ahmed précise, in *L'Afrique à Biarritz*, op. cit. : « *La France participe activement à l'entraînement des services de la sécurité du régime. Une visite des dignitaires de la Gestapo soudanaise - c'est l'expression qui convient - a eu lieu récemment. Ils ont été reçus officiellement et entraînés dans le sud de la France. Je citerai les noms de Nafeh Ibrahim Nafeh, le chef de la Sécurité intérieure, d'El Fatih Mohamed Ahmed Irwa, conseiller du Président soudanais pour les questions de sécurité, d'Hashim Abou Saïd, responsable des services d'espionnage, du conseiller à la présidence Hanafi Baha el Dine, et du sinistre Ibrahim Shams Eldin. Plusieurs d'entre eux ont torturé de leurs mains les prisonniers d'opinion dans les maisons-fantômes* ».

22. D'après *La Lettre du Continent* du 03/02/94 et *Nord-Sud Export* du 18/02/94.

23. D'après Simon Malley, article cité.

24. D'après Antoine Glaser et Stephen Smith, *L'Afrique sans Africains*, Stock, 1994, p.184-185.

25. D'après *La Lettre du Continent* des 03/02/94 et 19/05/94, citée par Stephen Smith, *Le ministre de l'Intérieur nie tout marchandage avec Khartoum*, in *Libération* du 17/08/94. Ces avantages économiques apparents restent assez maigres (cf. Géraldine Faes, *Le prix de Carlos*, article cité) : la Françafrique privilégie des *deals* plus subtils.

26. Ces paragraphes sur les engagements soudanais du réseau Pasqua s'appuient sur le chapitre *Rwanda, Zaïre, Soudan...*, du livre de François-Xavier Verschave : *Complicités de génocide ? La politique de la France au Rwanda*, La Découverte, 1994. Cf. aussi l'article de René Backmann, *De quel prix la France a « payé » Carlos aux Soudanais ?*, in *Le Nouvel Observateur* du 18/08/94. Xavier Raufert, qui prend la défense de Charles Pasqua dans *L'Express* du 14/10/94, objecte que « *le dossier Airbus était bouclé dès la mi-1993* » : mais les contrats n'ont été confirmés qu'en 1994. Dans la négociation tous azimuts avec le régime

Mentionnons au passage le rôle joué par **Paul Fontbonne**, le « cornac » **DGSE** qui a « conduit » Idriss Déby au pouvoir, en excellents termes avec le Front National Islamique<sup>27</sup>, et celui de l'ambassadeur de France au Soudan, **Claude Losguardi**, qui considère le régime de Khartoum comme le « représentant des masses musulmanes déshéritées » (mais sûrement pas des Dinkas ou des Noubas)<sup>28</sup>.

---

soudanais, entamée au moins depuis le 22 juin 1993 (cf. Jean Guisnel, Gilles Millet et Patricia Tourancheau, *Carlos, la chute d'un terroriste sans abri*, in *Libération* du 05/09/94), la livraison de Carlos a été le cadeau de mariage.

27. D'après *France-Soudan : les liaisons dangereuses !*, in *Nord-Sud Export* du 18/02/94.

28. D'après *La Lettre de l'Océan Indien* du 11/09/93.

## 6. Criminalisation dans le bastion pétrolier : Cameroun, Tchad, Gabon, Congo, Guinée Equatoriale.

Poursuivant un premier balayage géographique forcément très incomplet, l'on rencontre forcément le groupe des pays producteurs de pétrole d'Afrique centrale : l'or noir est source de richesses hors du commun, dont l'appropriation très inégalitaire est généralement défendue ou contestée par la violence, ou les détournements. La crise simultanée des rentes traditionnelles et de l'Etat post-colonial fait dégénérer ces luttes, d'autant plus que les compagnies extractrices préfèrent miser sur des dictatures militaro-claniques ou des « seigneurs de la guerre » que sur un processus peu prédictible de démocratisation. En ce bastion, Elf jouit d'un quasi-monopole. Sa stratégie, ses rivalités internes, le choix de ses « parrains » politiques et de ses intermédiaires locaux sont déterminants lorsqu'il s'agit de favoriser ou contrecarrer une dérive criminalisante : c'est très clair au Nigéria, qui ne sera pas examiné ici.

L'approche du nouveau PDG d'Elf, l'ancien Directeur du Trésor et très balladurien Philippe Jaffré, celle du manitou André Tarallo (entre réseaux Foccart et Pasqua), celle des trafiquants en tous genres, experts en recyclage de *royalties*, ne sont pas identiques - même si elles se recoupent, plus ou moins fréquemment. Mais l'on observe que les principaux réseaux d'origine politique, loin de calmer le jeu, optent pour le tripot. Brefs aperçus.

### CAMEROUN

Les recettes pétrolières n'ont jamais été budgétisées pour, disait-on, « *ne pas habituer les Camerounais à la facilité* ». Elles ont donc largement gonflé les comptes *offshore*. Le Président Paul Biya garde la haute main sur la Société nationale des hydrocarbures qui contrôle toute la partie camerounaise de la chaîne pétrolière, sous le label « *Confidentiel Défense* »<sup>1</sup>. Cela simplifiait la vie à Elf. Côté français, l'ambassadeur Yvon Omnès assurait un interface remarqué avec le pouvoir politique local et l'entreprise pétrolière, alors nationalisée. Ferme soutien du régime de Paul Biya dans son évolution vers le « multipartisme administratif », il « *est devenu son conseiller privé une semaine après avoir pris sa retraite, avec une concession de bois pour survivre (d'après le bruit qui court au Cameroun)* »<sup>2</sup>. Il ne serait pas le seul dans le bois : Jean-Christophe Mitterrand est l'un des responsables de la Société forestière industrielle de la Doume, dont l'implantation camerounaise n'est pas sans « concessions »<sup>3</sup>. C'est l'ancien bras droit de JCM à l'Elysée, Gilles Vidal, qui a remplacé Yvon Omnès. Pierre Pasqua est également très présent.

Il y a un « mystère » dans le triangle Biya-Elf-Etat français : l'on comprend bien qu'un budget amputé de sa principale recette potentielle soit en faillite récurrente - comme la majeure partie de l'économie, aussi impudemment pillée ; pourtant, « on » décide très régulièrement en France, sous divers prétextes (l'« ajustement structurel », la prévention d'une explosion sociale, ...) de combler le déficit budgétaire du Cameroun, ou de payer ses échéances envers la Banque mondiale. Ces dévoiements répétitifs de l'Aide publique au développement n'ont que deux explications possibles : ou les décideurs ont perdu la tête, ou l'argent remis au loto camerounais n'est pas perdu pour tout le monde (le triangle se boucle en Suisse, au Luxembourg, ou dans les îles Caïman...<sup>4</sup>).

Notons au passage, et par pure coïncidence, que le Cameroun compte quelques gros brasseurs de liquidités. Les frères Felicciagi, amis de Charles Pasqua, gèrent les casinos du pays<sup>5</sup>. Comme jadis au Rwanda, la bière coule à flots : à défaut d'un autre type de développement, les BGI (Brasseries et Glacières d'Indochine), détenues par le groupe Castel, sont la première entreprise privée du pays. Elles « *continuent à faire de l'or sur le continent noir* »<sup>6</sup>. « *Nous détenons 92 % du marché des pays francophones pour la bière, mais aussi les soft-drinks* », reconnaît Pierre Castel. Cela suppose l'agrément des pouvoirs locaux. Mais « *s'il tutoie plusieurs chefs d'Etat africains, il ne fait pas de politique* »<sup>7</sup>.

Pendant ce temps, un Biya de plus en plus contesté croit pouvoir s'en sortir en affûtant les divisions ethniques. Et un vif ressentiment anti-français gagne la population, qui a bien vu le soutien inconditionnel de la Françafrique à la « famille » présidentielle.

1. D'après Antoine Glaser, *La roue de la fortune*, in *Histoires de développement*, décembre 1993.

2. Jean-François Médard, in *L'Afrique à Biarritz*, à paraître chez Karthala.

3. Cf. *New Scientist* du 29/01/94.

4. C'est l'occasion ou jamais d'évoquer la formule d'Antoine Glaser et Stephen Smith : « *La France est un gros caïman dans les petits marigots africains. Rien ne lui échappe* » (in *L'Afrique sans Africains*, Stock, 1994, p. 174).

5. Ibidem, p. 92.

6. Ibidem, p. 171.

7. *Sud-Ouest* du 07/11/94.

## TCHAD

Là encore, les chefs de clans sur lesquels la France parie successivement<sup>8</sup> ne se contentent pas de battre des records de cruauté<sup>9</sup> : ils jouent leur va-tout en exacerbant les rivalités ethniques. Dans un contexte explosif, la Conférence nationale tchadienne avait réussi à poser les bases d'une réconciliation inespérée entre populations du Nord et du Sud, toutes excédées par les exploits indéfinis des « seigneurs de la guerre ». Mais le pétrole (du Sud tchadien) a ses raisons que la population ne connaît pas.

« *Le règlement du problème tchadien tient à la pression internationale mais dépend avant tout de la politique française. Comment la France a-t-elle pu recevoir le président Déby alors qu'il avait fait égorger 247 personnes à Goré (dans le Logone orientale) en février dernier ? La loi du silence ne pourra plus durer longtemps. L'année dernière, il y a eu un mouvement de révolte chez les coopérants français au Tchad. Ils ne pouvaient plus supporter de voir leur présence couvrir la situation du pays. Ils ont écrit une lettre ouverte à leur gouvernement, mais ont été expulsés avant même de pouvoir la signer. On a évidemment étouffé l'affaire*<sup>10</sup> ».

Après la mise au pas de la Conférence nationale et l'assassinat du principal concurrent d'Idriss Déby, Abbas Koty, « *le Tchad normalisé est un Tchad écrasé et sans voix* », constate un connaisseur et ami de ce pays. « *Une fois encore, un pouvoir soutenu par la menace des armes fait peser son joug sur les forces démocratiques existantes [...]. Les seules ressources importantes, celles du pétrole découvert dans le sud, sont détournées au profit du président qui vient d'en vendre l'exploitation pour dix ans aux compagnies américaines. Où est passé l'argent ? La normalisation du Tchad renforce l'exploitation et le pillage. [...] Or, la France, en continuant à financer une partie du fonctionnement de ce pays comme elle vient encore de le décider après un voyage du ministre de la Coopération, prolonge la vie du régime, cache les réalités politiques et sociales et provoque une aggravation de la situation économique. [...] La politique française, qui veut surtout éviter les remous, prépare en fait des situations inextricables pour demain*<sup>11</sup> ». Mais le propre des réseaux croisés n'est-il pas d'enserrer les populations assujetties dans des situations inextricables ?

## GABON

On ne s'étendra guère sur le fonctionnement souvent extravagant de cet émirat d'Afrique centrale, l'une des cornes d'abondance de la Françafrique : Pierre Péan, entre autres, l'a divulgué<sup>12</sup> ; dans leur dernier livre, Antoine Glaser et Stephen Smith en rajoutent une louche<sup>13</sup>. Ils rappellent les 300 millions de FF. volatilisés en Suisse, lors du projet mort-né d'usine de cellulose, et surtout les 30 milliards de FF. du chemin de fer transgabonais : les commissions afférentes « *ont fait la fortune autant de barons du régime gabonais que de leurs "amis" occidentaux, en particulier français*<sup>14</sup> ». Ils rappellent qu'en 1988 l'ancien directeur d'Elf-Corse, Toussaint Luciani, avait proposé l'installation d'un centre international de stockage de déchets radioactifs, écarté finalement après l'intervention de quelques esprits malveillants. Ils signalent encore que ce pays - dont les habitants sont (en moyenne) 20 fois plus riches que les Malgaches -, a reçu de la France, pour la seule année 1987, 3 milliards de crédits bonifiés, garantis par la Coface. Tout cela sera, *in fine*, essentiellement réglé par le contribuable français (puisque l'émir débiteur organise son insolvabilité) : l'« aide » a bon dos.

Elf, et André Tarallo, sont omniprésents dans l'économie et la politique gabonaises, comme dans le recyclage des pétro-dollars : ceux d'Elf, bien sûr, mais ceux aussi du clan Bongo, et ceux de ses parrains politiques français - un éventail très oecuménique. Omar Bongo sait s'attacher leur protection : il multiplie la distribution de « valises à billets » en période pré-électorale. Comme par hasard, Libreville est alors très visitée par les candidats ou leurs *missi dominici* - ainsi, récemment, Patrick Balkany, pour le compte d'Edouard Balladur<sup>15</sup>.

8. L'insurrection d'Idriss Déby a été propulsée à Ndjaména par l'officier de la DGSE Paul Fontbonne.

9. Les tortures infligées aux prisonniers politiques, sous Hissène Habré, ont peu de précédents. Sous Idriss Déby, l'ATPDH (Association Tchadienne pour la Promotion des Droits de l'Homme) « *recense entre avril 1993 et octobre 1994, 754 tués, 453 blessés et 85 disparus. Dans 90% des cas, il s'agit d'actions ou de massacres commis par la Garde Présidentielle* » : 100 morts par exemple lors d'une manifestation de prière le 8 août 1993 sur une place de N'Djaména (André Barthélémy, *La lettre du mois d'Agir ensemble pour les Droits de l'Homme*, 11/94).

10. Enoch Djondang, de la Ligue tchadienne des droits de l'homme, in *Vivre autrement* de septembre 1993.

11. Pierre de Charentenay, *Le Tchad normalisé*, in *La Croix* du 22/01/94.

12. *Affaires africaines*, Fayard, 1983.

13. *L'Afrique sans Africains*, op. cit., p. 167-170.

14. Antoine Glaser, *La roue de la fortune*, in *Histoires de développement*, décembre 1993.

15. D'après Stephen Smith, in *Libération* du 10/11/94.

Sous l'impulsion de Philippe Jaffré et de son adjointe Geneviève Gomez, Elf a bien tenté d'assainir les relations avec la famille Bongo. Mais le président gabonais sait capter son monde, par toutes sortes de liens <sup>16</sup> : ainsi, la pure amitié entre son fils Ali et Jean-Christophe Mitterrand ; ainsi, la coopération électorale (réciproque ?) avec Charles Pasqua.

C'est que, malgré les richesses du pays (ou à cause de leur accaparement...), malgré toute l'habileté de Bongo, son caïdat est violemment contesté. Lui aussi a dû faire face à des émeutes, à connotation anti-française ; lui aussi est tenté par la carte ethnique, misant sur une coalition anti-Fang (l'ethnie majoritaire). Charles Pasqua a donc envoyé ses experts du ministère de l'Intérieur aider Omar Bongo à « préparer » l'élection présidentielle de 1993. En mobilisant le ban et l'arrière-ban de la Françafrique, tout était paré pour un passage au « multipartisme Mbembe » : la DGSE, Elf et l'ambassadeur Louis Dominici, avaient, dit-on à Paris <sup>17</sup>, mis au point « un scénario de transition douce, en accord avec le père Mba Abessole », le principal opposant au régime. Puis, « Bongo s'est affolé ». Au lieu d'attendre le second tour où on l'assurait de « gagner à plus de 60 %, quitte à manipuler un peu les chiffres <sup>18</sup> », le président gabonais s'est autoproclamé réélu dès le premier tour ruinant « toute illusion sur la démocratisation en Afrique ». Ce qui n'a pas empêché le Quai d'Orsay de qualifier la réélection d'Omar Bongo de « nouvelle étape importante du processus d'ouverture ».

## CONGO

Le clan de l'ex-Président et ex-marxiste Denis Sassou N'Gusso avait déjà fait très fort dans le pillage et la dilapidation des ressources congolaises : somptueux « éléphants blancs », trafic d'armes avec l'Afrique du Sud <sup>19</sup> et de diamants avec le Zaïre <sup>20</sup>. Ses alliances avec Bongo et Mobutu, et ses nombreuses accointances parisiennes <sup>21</sup>, l'ont d'ailleurs rendu quasi insubmersible, malgré son remplacement par Pascal Lissouba.

Le Congo est la base d'origine et le lieu de la première fortune des frères Felicciagi - ces amis corses de Charles Pasqua et André Tarallo -, alors chefs d'entreprises. Leur seconde fortune s'est faite à partir de l'amitié intime et du conseil financier de Sassou N'Gusso <sup>22</sup>, vers l'empire des jeux dits de hasard (casinos, loterie, PMU).

Le président Pascal Lissouba, après de premières relations houleuses avec la Françafrique, s'est assuré des « parrainages » tous azimuts : il s'est fait initier à Besançon dans une loge du Grand-Orient de France (GOF) ; il a pris pour conseillers financiers l'ancien Grand Maître du GOF, Jean-Pierre Prouteau, et Pierre Moussa, de la financière Pallas, proche de Jacques Chirac ; il est allé en pèlerinage à Colombey avec Jacques Foccart ; et « son ministre de l'Intérieur, Martin Mberri, est devenu le copain de son homologue français, Charles Pasqua <sup>23</sup> ».

Qu'un concentré françafricain veille ainsi sur les destinées du Congo n'empêche pas (favorise ?) l'exploitation des rivalités ethniques dans la course à la rente, et aux trafics - internes et externes. De même que Mobutu entretenait soigneusement le conflit angolais, source de nombreux profits (en particulier sur les livraisons d'armes), de même les deux frères Charles-Antoine et Jean da Costa, ministres de Lissouba, « coordonnent l'entraînement de Congolais dans le camp de Loudima et leur engagement dans les rangs du FLEC (Front de libération de l'enclave du Cabinda) contre les Forces armées angolaises ». Ces troupes « sont payées sur des fonds congolais dont les responsables reçoivent, en contrepartie, des diamants qui sont écoulés via Genève <sup>24</sup> ». Dans le même temps, Charles-Antoine négocie la privatisation du port de Pointe-Noire, et celle du Service national des eaux avec « un groupe français spécialisé... <sup>25</sup> ».

16. Il a même réussi récemment à prendre le contrôle de la Fondation Albert Schweitzer et de son célèbre hôpital de Lambaréné : une riche promesse quand l'humanitaire monte en flèche à la bourse des valeurs.

17. Selon un scénario révélé par Stephen Smith, *La miraculeuse réélection d'Omar Bongo, suite*, in *Libération* du 18/12/93.

18. « A Bongoville où, sur 548 électeurs recensés, 1 410 ont voté, à 99,36 % pour Bongo. [...] Dans tout le Haut-Ogooué mais, aussi, dans d'autres circonscriptions de l'arrière-pays favorables à Omar Bongo, il y a eu deux ou trois fois plus d'électeurs que d'inscrits ». Ibidem.

19. Cf. l'affaire des 50 missiles Mistral, où l'on a évoqué le réseau JCM. Stephen Smith et Antoine Glaser, *Les réseaux africains de Jean-Christophe Mitterrand*, in *Libération* du 06/07/90.

20. Via notamment le cousin Okemba, diplomate à Kinshasa. D'après Emmanuel Dungia, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, L'Harmattan, 1993, p. 57.

21. Notamment maçonniques. Denis Sassou N'Gusso appartient à la Grande Loge de France. C'est en rentrant d'une rencontre avec lui en février 1987 que Michel Baroin, ancien Grand Maître du Grand Orient de France (GOF), est mort d'un accident d'avion assez suspect. D'après Antoine Glaser et Stephen Smith, *L'Afrique sans Africains*, op. cit., p. 128-129.

22. Idem, p. 124-125.

23. Ibidem, p. 128-129.

24. *Congo : Les frères de la côte*, in *La Lettre du Continent* du 22/12/94.

25. Ibidem.



## GUINEE EQUATORIALE

Après les gros morceaux zaïrois, soudanais ou camerounais, les relations de la Françafrique avec la petite Guinée Equatoriale (350 000 habitants sur 28 000 km<sup>2</sup>) ressemblent plutôt à celle qu'entretiennent les financiers avec les paradis fiscaux : une caricature - révélatrice.

En Guinée équatoriale, pour d'obscurs motifs, la France a évincé l'Espagne - comme elle avait supplanté la Belgique au Rwanda. Jusqu'à son renversement en 1979, la dictature de Macias Nguema fut l'une des plus sanguinaires du continent - et la France fut la dernière à la soutenir. Depuis, le cauchemar perdure, comme le résume Ignacio Ramonet. Nguema fut « remplacé par son neveu, le général Teodoro Obiang, toujours au pouvoir. Celui-ci considère la Guinée équatoriale comme sa propriété privée. Il en dispose à sa guise, s'appropriant les meilleures terres et prélevant une dime sur l'exploitation pétrolière ».

« Il fait aussi régner la terreur, et plus de 100 000 habitants, sur les 350 000 que compte le pays, ont dû chercher refuge au Cameroun, au Gabon et au Nigéria ». La prison la plus épouvantable, le bagne de Playa Negra, « est située dans l'enceinte même du palais présidentiel... [...] La torture y est appliquée systématiquement. [...] On estime que dix pour cent des suppliciés en meurent ». Selon Amnesty International, « le groupe des hauts responsables gouvernementaux qui semblent contrôler l'appareil de sécurité assistent souvent aux séances de torture, voire y participent activement ».

Les militants des partis d'opposition ont été « régulièrement passés à tabac par les redoutables ninjas, sortes de "tontons macoutes" dirigés par le propre frère du général Obiang. Ces ninjas sont formés, entraînés et équipés... par la France. Ce que M. Severo Moto, président du Parti du progrès, en exil, a dénoncé en reprochant à Paris de "participer à la formation d'escadrons de la mort au sein des forces de sécurité du général Obiang" et d'être plus intéressé par l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz que par l'aspiration à la liberté de ses concitoyens<sup>26</sup> ». Le 23 avril 1993, « notre ami » Obiang, chef d'« une sorte de clique familiale aussi martiale et sanguinaire qu'économique-ment ruineuse<sup>27</sup> », a été chaleureusement accueilli à l'Élysée.

Quelques Français sont allés mettre en oeuvre une coopération civile de façade : ils ne s'en portent pas très bien. La journaliste Anne Crignon pourrait bien, en enquêtant sur leurs malheurs<sup>28</sup>, toucher un point névralgique de la Françafrique, dénicher un *jackpot* exotique, moins aisément escamotable. Début 1993, un Français coopérant auprès du ministère du Plan est assassiné : il préparait un livre sur son expérience et parlait de « faire des révélations ». L'hôpital de Bata connaît d'étranges épidémies. 3,7 millions de francs ont été attribués à sa réfection, confiée à une filiale de Bouygues, la Colasesga - et 5 millions décidés pour une deuxième phase. Le peu qui a été réellement dépensé sur les lieux l'a été dans des conditions de gabegie scandaleuse. Le chirurgien coopérant Gérard Desgranges, qui s'en plaignait, meurt en août 1993 d'une crise cardiaque. Une autopsie du corps rapatrié, demandée par la famille, évoque « une intoxication médicamenteuse aiguë ».

Son successeur, Abdoulaye Keita, se plaint à son tour de l'état d'abandon où il trouve le pavillon de chirurgie. Victime de ce que le ministère de la Coopération appelle « une forme d'anxiété tropicale », il rentre à Paris le 17 septembre. Des analyses révèlent la présence dans son organisme d'un cocktail de produits dérivés de la digitaline - qui conduirait lentement vers un arrêt cardiaque.

Après la mort de Gérard Desgranges, la mission française de Coopération à Malabo commande deux rapports, à des spécialistes des BTP et de l'équipement médical. Ils confirment de « graves dysfonctionnements » et le manque de professionnalisme des entreprises employées. Cela n'empêche pas le ministère de la Coopération de débloquer 21,4 millions supplémentaires : 5 millions pour la « gestion du pavillon » (de chirurgie), le solde pour les « frais annexes » - d'un hôpital qui ne fonctionne pas.

Les mésaventures de ces coopérants trop curieux finissent par susciter d'autres curiosités, fort déplaisantes. Pour la première fois, la Cour des comptes s'est décidée à opérer un contrôle financier des dépenses du Fonds d'aide et de coopération (FAC), à propos de ce charmant pays. Et le juge d'instruction de Carcassonne, chargé de l'un des assassinats demande une commission rogatoire internationale afin d'enquêter sur place. Le zèle ayant des limites, Alain Juppé met son veto.

C'est que Teodoro Obiang est un chouchou de la Françafrique. Son pays a été admis dans la zone Franc - ce qui permet d'en sortir de l'argent. Le pétrole s'extrait sans vagues. Il paraît qu'on y joue gros... Et la mafia locale, bien épaulée, défend la cagnotte sans précautions inutiles. Il faut donc protéger ce petit pays des méchants Américains, qui ont osé presser Obiang d'« accélérer un peu sur le chemin de la démocratie<sup>29</sup> ». Bongo a mis le holà !

26. Ignacio Ramonet, *Lincoln de silence*, in *Le Monde diplomatique* de janvier 1994.

27. *L'inferral trio de Malabo*, in *Neue Zürcher Zeitung* (Zurich), cité par *Courrier international* du 22/12/94.

28. *Guinée équatoriale : le pavillon des fantômes*, in *Le Nouvel Observateur*, 20/10/94. Elle a développé cette enquête avec Denis Robert : *Qui veut la mort des coopérants de Bata ?*, in *Libération* du 02/12/94.

29. Antoine Glaser et Stephen Smith, *L'Afrique sans Africains*, op. cit., p. 215-216.

## 7. Côte d'Ivoire, Rwanda, Comores,...

On ne peut achever ce bref parcours des points d'attache suspects de la Françafrique sans évoquer ces trois pays - pour des raisons assez différentes. La Côte d'Ivoire a longtemps été le poumon des échanges franco-africains, au temps de la splendeur d'Houphouët-Boigny et avant le boom pétrolier en Afrique centrale ; elle aussi a plongé maintenant dans une crise propice à la criminalisation. On peut penser qu'au Rwanda, certains trafics n'ont pas été étrangers à l'incroyable obstination française dans le soutien à un régime en pleine dérive génocidaire. Les Comores, enfin, sont traitées comme un *latifundium* de l'Elysée.

### COTE D'IVOIRE

L'adroite exploitation des rentes du café et du cacao avait permis à Houphouët-Boigny et son entourage d'édifier des fortunes considérables, avec la bénédiction intéressée de ses « correspondants » français <sup>1</sup>. Le *Quid* dressa jadis le palmarès de ces fortunes ivoiriennes : sept notables du régime ivoirien disposeraient de plus d'un milliard de FF. - à commencer par l'ancien Directeur des Douanes (et nouveau Président de la République), Henri Konan-Bédié, qui disposerait de quelque 2,5 milliards de FF. Ces personnages avaient, tels les fermiers généraux d'avant 1789, été placés à des postes stratégiques de pompage des ressources privées et publiques (distinction largement théorique). Point n'est besoin d'insister sur les facilités offertes par les Douanes : l'administration « oublie » de réclamer la moitié des droits à l'importation. Konan-Bédié, lorsqu'il était ministre de l'Economie et des Finances fut éclaboussé dans l'affaire, énorme et exemplaire, de la surfacturation des « complexes sucriers ». Et les meilleurs serviteurs du régime se voyaient gratifiés d'un royal « bénéfice » : un poste de *quotataire* (les 45 intermédiaires exclusifs de la commercialisation du café et du cacao).

On a évalué la fortune du premier de ces quotataires, Félix Houphouët-Boigny, à quelque 60 milliards de FF. : plus que le PNB ivoirien, six fois la plus grosse fortune française. Même si ce chiffre est surestimé, plusieurs indices étayaient son ordre de grandeur - à commencer par les cagnottes des courtisans. H.-B. a mobilisé sans peine, « *sur sa cassette personnelle* », les 740 millions de FF. qu'a coûté la basilique de Yamoussoukro. Le journaliste Philippe Madelin <sup>2</sup> a dressé un inventaire (sans doute très partiel) des intérêts et propriétés du « vieux sage », en Côte d'Ivoire, certes (par exemple, l'essentiel des terrains de Yamoussoukro), mais aussi en France et en Suisse : « *Quel est l'homme sérieux dans le monde qui ne place pas une partie de ses biens en Suisse ?* » a lancé un jour H.-B. aux enseignants en grève... Une voie d'accumulation parmi bien d'autres : H.-B. produisait plus de 30 000 tonnes d'ananas par an, un tiers de la production ivoirienne, avec des ouvriers payés par le budget de l'Etat !

Cela n'empêchait pas la Côte d'Ivoire d'être le premier bénéficiaire de l'aide au développement française en Afrique noire. Il fallait d'abord combler les trous d'une gestion-passoire des finances publiques <sup>3</sup> (une libéralité alimentant largement les cagnottes de ses ordonnateurs), puis financer des projets « *très beaux, très chers, très commissionnés* », au taux de retour prodigieux <sup>4</sup>.

Cette « belle époque » est en grande partie révolue, comme le patrimonialisme paternaliste d'Houphouët. Les temps sont durs, et les méthodes se sont durcies. Mais les réseaux restent très présents en ce pays-clef, épousant les dérives de ses responsables politiques. H.-B. était resté fidèle à Jacques Foccart - son confident de tous les instants. Il se débarrassa de la plate-forme de « communication » proposée par le réseau Jean-Christophe Mitterrand (*Adefi-International*), mais se laissa pourtant séduire par le montage financier que ce même réseau, associé à Sucden, lui proposa pour le stockage du cacao <sup>5</sup>. Bouygues est omniprésent : Université et cathédrale de Yamoussoukro, concession des principaux services publics. Après la mort d'H.-B., la Françafrique a choisi Konan-Bédié. Elle lui a fait l'ascenseur dans la course à la succession. Lui aussi est tenté par le dérivatif ethnique (à l'encontre des musulmans du Nord).

L'on apprend, à propos de l'énorme dossier de fausses factures instruit par le juge Halphen (dossier dans lequel sont impliqués Michel Roussin, la mairie de Jacques Chirac et le département de Charles Pasqua) que les fonds transitaient, entre autres, par les sociétés ivoiriennes d'un très curieux personnage, Yann Soizeau - récemment décédé. Colonel à la retraite, ancien mercenaire (au Cabinda, notamment), « noceur » invétéré, il avait fini par se fixer à Abidjan, d'où il exerçait une « pluriactivité » considérable : renseignement (DGSE), trafic d'armes (via une société suisse, la SIG), *joint-venture* dans la banane avec le directeur ivoirien des Douanes, relations suivies avec la nièce d'Houphouët et Konan-Bédié, domiciliation enfin d'un « bureau d'études » d'où il multipliait les fausses factures envers

1. Tous « recueillis » dans la basilique de Yamoussoukro lors de l'enterrement du « Vieux », début 1994. Ces trois premiers paragraphes sont le résumé d'un chapitre du livre de Philippe Madelin, *L'or des dictatures* (Fayard, 1993), présenté par Anne-Sophie Boisgallais et François-Xavier Verschave, *L'aide publique au développement*, Syros, 1994, p. 86-88.

2. *Op. cit.*

3. « *Les 90 000 titulaires des plus gros revenus ivoiriens ne paient jamais d'impôts* » (Philippe Madelin, *op. cit.*), et ils oublient de payer leurs notes d'électricité !

4. Cf. Antoine Glaser et Stephen Smith, *L'Afrique sans Africains*, Stock, 1994, p.155-167.

5. Cf. Stephen Smith et Antoine Glaser, *Les réseaux africains de Jean-Christophe Mitterrand*, in *Libération* du 06/07/90.

des entrepreneurs français du BTP, leur ouvrant de fructueux contrats de travaux à Euro-Disney, la GMF ou le GAN... Avec un point commun à presque tous les acteurs et intermédiaires (de droite et de gauche) de ce gymkhana financier : l'appartenance maçonnique. Au final, Yann Soizeau sortait en liquide l'argent des fausses factures, dans une agence parisienne du CCF. Bref, à lui tout seul, une synthèse de la *Françafric Connection*, et un atlas de ses circuits !

## RWANDA

Beaucoup moins riche que le Gabon, le Rwanda n'a pas été à l'égal de ce pays le pactole des partis politiques français. Mais les trafics péri-zaïrois (or, pierres précieuses, drogue, armes) alimentent un affairisme suffisamment vivace pour que d'autres types de compromissions s'y soient établis - d'où peut-être l'escamotage panique des archives de l'ambassade de France à Kigali. Deux exemples sont évoqués avec insistance<sup>6</sup> :

Ces dernières années, « plus de 60% du cannabis (de 500 kilos à une tonne selon les années) saisi au Burundi provenait du pays voisin » (le Rwanda). Les réfugiés qui ont manifesté le 24 juin 1994 à Kigali « brandissaient des pancartes accusant notamment Jean-Christophe Mitterrand d'être un "marchand de drogues" [...]. Les manifestants voulaient signifier que le fils du président de la République française était impliqué dans l'exploitation de vastes champs de cannabis appartenant à l'ancien président, le général Juvénal Habyarimana, dans la grande forêt de Nyungwe, au sud-ouest du pays. Dans la presse belge, on insinue que si les troupes françaises sont intervenues dans la préfecture de Gikongoro, située dans la "zone humanitaire sûre", et que si les commandos de la Légion étrangère patrouillent dans la forêt de Nyungwe, c'est également pour faire disparaître toute trace de ces activités<sup>7</sup> ».

Ces « insinuations » ne sont certes pas prouvées. Mais la question n'est pas soulevée dans n'importe quel organe de presse, ni par n'importe qui : elle est posée à la fin d'un éditorial, *Ombres sur un sanctuaire* (11/07/94), par la journaliste du *Soir* Colette Braeckman - dont la vigilance professionnelle a permis, par exemple, le démontage de la manipulation de Timisoara. Il existe une preuve écrite d'une expédition régulière à Toulouse de cette drogue produite par la présidence rwandaise. La journaliste belge se demande pourquoi, à peine arrivées au Rwanda, les troupes françaises se sont précipitées dans cette forêt de Nyungwe où, manifestement, ne se trouvait pas un seul Tutsi.

Dans un autre domaine, on évoque jusque dans les couloirs du Quai d'Orsay une « dette » que Paris aurait contractée envers Kigali - à propos d'une livraison d'armes secrète vers le Golfe<sup>8</sup>.

Ce genre d'attaches a pu peser dans l'engagement de la France au Rwanda - ou son non-désengagement.

## COMORES<sup>9</sup>

Propos tenus dans un taxi-brousse comorien : « Ça sent la fin de règne. S'il n'y avait pas la France, Djohar [le Président] aurait déjà été écarté. On n'a plus confiance en eux : qu'ils partent tous, Djohar et sa clique, et les Français aussi ». Un responsable de l'UNDC (Union nationale pour la démocratie aux Comores) confie : « Paris soutient un Djohar corrompu qui n'a pas hésité à faire abattre deux Français résidents à Moroni et soupçonnés d'être des mercenaires ». Et il accuse le président comorien d'avoir ristourné une partie de l'aide financière accordée par la Coopération au bénéfice du PS français.

En mars 1990, la commission électorale avait initialement déclaré Mohamed Taki vainqueur des premières élections présidentielles libres. Le résultat fut inversé, et l'opposition y voit la main de la France : elle n'a peut-être pas tort, au vu des récidives camerounaise et gabonaise. Un officier français qui avait dénoncé la magouille électorale a été assassiné.

En août 1991, le président Djohar ne doit son salut qu'à l'intervention d'un lieutenant-colonel français. Après la tentative de coup d'Etat du 26 septembre 1992, assortie de la mutinerie d'une partie de l'armée comorienne, c'est une aide logistique française qui a permis aux forces de l'ordre présidentiel de reprendre l'initiative. Les conseillers militaires français, sous la responsabilité du colonel Pitiot, assurent désormais le commandement de fait des troupes comoriennes. Certains d'entre eux sont basés au camp de Kandani, où sont incarcérés dans des conditions déplorables plusieurs des officiers inculpés de mutinerie. Ils ne peuvent ignorer les sévices dont sont victimes les prisonniers, mais estiment, selon l'avocat des militaires emprisonnés, que « ces problèmes ne relèvent pas de leur compétence ».

Toute ressemblance avec les dérives de la présence française au Rwanda serait purement fortuite. Elle n'aurait rien à voir avec les liens très spéciaux, familiers ou familiaux, que le sommet de l'Etat français entretient avec ces pays.

6. D'après François-Xavier Verschave, *Complicité de génocide ?*, La Découverte, 1994, p. 11-12.

7. *La Dépêche internationale des drogues*, août 1994.

8. D'après Vincent Hugué, *Rwanda : la mort crie victoire*, in *L'Express* du 03/06/94.

9. La plupart des informations concernant ce pays proviennent de l'article de Philippe Chapleau, *Au-dessous du volcan*, in *Croissance* d'octobre 1993.

## 8. Filières : valises, vraie-fausse monnaie et casinos, or et diamants, pétrole et matières premières, armes et milices, drogues et narco-dollars.

A ce stade, nous allons croiser un certain nombre d'informations dans une logique de filières - chacune de ces esquisses pouvant bien sûr être considérablement améliorée par des spécialistes.

### Valises, vraie-fausse monnaie et casinos.

Même si la zone Franc présentait des avantages théoriques, même si elle a eu jadis des effets favorables, le CFA est devenu le canal privilégié d'une corruption et d'un « blanchiment » à grande échelle : sa convertibilité - bien que rendue moins accessible au commun des « porteurs de valises » - permet de transformer l'argent blanc en argent noir, et réciproquement, en passant par des terres où l'on entretient soigneusement le mythe de l'impossibilité comptable. Alors que l'étau se resserre en France sur les malversations d'argent public et les circuits de concussion, le transit par l'Afrique, augmenté de près de vingt milliards d'Aide publique au développement (APD)<sup>1</sup>, demeure une tentation très forte. Pour nombre de politiques, c'est même devenu une drogue : « *la première valise à billets CFA à le goût âcre de la première cigarette* »<sup>2</sup>. Retour de Libreville, un « trésorier » du Front National en était encore tout ému...

Toute la FrancAfrique portait de telles valises. Certains vols vers la Suisse faisaient même figure de *charters*, d'un genre spécial. Ce va-et-vient matérialisait (si l'on peut dire en parlant de monnaie) toute une variété d'échanges politico-affairistes à deux, trois, quatre joueurs, ou davantage : écuries politiques françaises et familles présidentielles africaines, avec leurs clientèles, entreprises implantées dans les pays du « champ », intermédiaires et trafiquants<sup>3</sup>. La période précédant la dévaluation du franc CFA fut marquée par une hémorragie sans précédent de billets : un milliard de FF. par mois. Le Trésor français a mis des obstacles à la convertibilité - mais les acteurs les plus importants ont accès à des moyens plus sophistiqués que le billet de banque, depuis le chèque de voyage jusqu'au virement.

Indépendamment du support, le problème est celui du degré de violence qui accompagne ces ponctions : c'est ce qui fait toute la différence entre l'ordinaire criminalité en col blanc, et le syndrome mafieux. Or les « *Messieurs Afrique* » sont solidaires de leurs alliés africains.

Toute l'Afrique centrale est inondée de faux CFA. L'initiateur probable, un Camerounais résidant à Libreville, lié à des personnalités politiques gabonaises, est devenu richissime. Arrêté à Douala, il avait été relâché « *faute de preuves* », malgré l'aveu détaillé du programme de faux-monnayage. Certains « protecteurs » ont jugé sans doute cette activité aussi bénigne que le soutirage ordinaire de fonds publics - d'où leur indulgence<sup>4</sup>.

Au Zaïre, Mobutu a institué le vrai-faux-monnayage, en double ou triple exemplaire. « *En août, 40 tonnes de billets sont arrivées à bord d'un gros porteur saisi à l'aéroport de Kinshasa. "A la suite d'un coup de fil courroucé d'une très haute personnalité", comme l'indique pudiquement un douanier impliqué, l'appareil a redécollé "vers une destination à l'intérieur du pays". Puis, début octobre, un autre venant de Buenos Aires s'est posé à M'Bandaka, dans la province zaïroise située à l'Equateur. Cette fois, le gouvernement a saisi la cargaison : 15 tonnes de vrais-faux billets, des "doubles séries" »*

Faute de pouvoir préfinancer l'impression des Nouveaux Zaïres (NZ), « *les autorités zaïroises avaient donné carte blanche à des hommes d'affaires souvent libanais, en échange d'un double, voire d'un triple tirage. Grâce à cette concession régaliennne, la nouvelle monnaie - échangée 3 NZ pour 1 dollar il y a douze mois - se troque aujourd'hui au taux de 2 500 NZ contre un billet vert. [...] Mobutu aurait approché la Chine pour l'impression de quelques tonnes supplémentaires de nouveaux zaïres* »<sup>5</sup>. La Chine aurait refusé. Ce vrai-faux monnayage sert notamment à payer les 12 000 hommes de la principale force de répression, la sinistre Division spéciale présidentielle (DSP).

Quel est le statut du pilote français qui convoyait la cargaison d'octobre, arrêté mais princièrement traité ? Quel est le rôle exact du Libanais Khannafer<sup>6</sup> ? Quelles sont ses liaisons internationales ? Quelles sont les « contreparties » à ces énormes flux monétaires, à la dépréciation du zaïre et l'appauvrissement du pays ?

1. Approximation de l'APD bilatérale au profit de l'Afrique subsaharienne (1995).

2. Anne-Sophie Boisgallais et François-Xavier Verschave, *L'aide publique au développement*, Syros, 1994, p. 127.

3. Ibidem, p. 127-128.

4. D'après *Le Nouvel Afrique Asie* de novembre 1993.

5. Stephen Smith, *Comment le maréchal s'enrichit*, in *Libération* du 05/11/94

6. Cité par Jean Mbuyu Luyongola, bâtonnier de Lubumbashi, directeur du Centre des droits de l'Homme et du droit humanitaire de Lubumbashi (*Déclaration sur l'action du gouvernement Kengo wa Dondo*, Groupe Juridique international des droits de l'Homme, 04/10/94).

On ne prête qu'aux riches. Il n'empêche : la gestion de casinos, de loteries nationales et de PMU dans cette zone de l'Afrique centrale où la plus grande partie des flux financiers sont illégitimes, illégaux, et massivement criminels, relève de l'héroïsme - ou de l'accommodement. On se souvient que, dans un contexte français beaucoup moins exposé, Charles Pasqua avait eu quelque difficulté à résister, en 1988, aux assauts des exploitants de « bandits manchots ». L'amitié des frères Felicciagi avec Denis Sassou N'Guesso n'est pas une référence. Pourquoi moderniser les vieilles loteries nationales africaines qui servaient bien agréablement « *de caisses noires aux présidences* <sup>7</sup> », si ce n'est pour en doper l'« utilité » ? Les deux frères corses « *ont développé des PMU sauvages avec l'assistance active des ministres locaux de l'Intérieur* <sup>8</sup> ». L'on sait à quel point la coopération franco-africaine a été renforcée entre ces départements ministériels - en particulier avec un SCTIP remobilisé.

### Or et diamants.

On a vu (fiche n° 3) comment au Zaïre une anarchie savamment organisée permet de réduire à presque rien la production officielle de pierres et métaux précieux, pour alimenter des fortunes privées, des dépenses politiques, ou des milices. L'irruption des narco-dollars redouble l'intérêt de l'opération. Ceux-ci servent à payer directement les « creuseurs ». Même les comptoirs d'achat, liés au système Mobutu, semblent accepter ce type de moyens de paiement.

L'énormité des trafics, des sommes en jeu et des valeurs transportées implique la mise en place, à tous les niveaux, d'un dispositif mafieux. Les forces spéciales du régime permettent de sélectionner les intervenants agréés : ceux-là, moyennant fortes prébendes (surtout au Guide et à ses généraux) peuvent circuler jusqu'aux lieux de production et être protégés dans leur déplacement. Les acheteurs non agréés sont violemment écartés, et dissuadées les ventes non contrôlées. Beaucoup des intervenants agréés sont reliés au narco-traffic international, en amont. En aval, ils sont reliés par diverses complicités au négoce et à la finance autorisés.

Le dispositif commence seulement à être étudié <sup>9</sup>. On notera seulement, de manière éparse, la participation à ces trafics de pierres et/ou métaux précieux d'un groupe de Libanais, de Manda Mobutu, de Doucouré, représentant du marabout sénégalais Kébé <sup>10</sup>, du cousin Okemba de l'ex-président congolais N'Guesso <sup>11</sup>. La justice ou la police peuvent aussi se servir en saisissant des lots « frauduleux » - l'actuel Premier ministre Kengo en sait quelque chose <sup>12</sup>. De même, le PDG de la société minière de diamants (Miba) a accusé le gouverneur du Kasaï oriental de se servir. Bref, il y a aussi une certaine anarchie dans le circuit parallèle - mais tout, d'une manière ou d'une autre, doit faire profit au Guide, qui s'est réservé le *management* de la violence.

L'exemple des frères da Costa est significatif (cf. fiche n° 6) : ministres congolais, ils se trouvent à la réception de diamants qu'ils font acheminer en Suisse ; avec le produit, ils paient des mercenaires et des armes, et nourrissent la guerre civile. Plusieurs membres de l'*akazu* (la « maisonnée ») de Juvénal Habyarimana avaient, semble-t-il, des activités similaires.

Quelle est l'implication des réseaux français ? On est certain de plusieurs choses : la ferme volonté de François Mitterrand, Charles Pasqua et Jacques Chirac de « remettre en selle Mobutu » - dont le procès n'est plus à faire. L'invitation à Biarritz a été lancée comme un défi. Edouard Balladur ne s'y est pas opposé. Pendant que les échanges de personnes et de biens, ainsi que la relance de l'APD, sont ainsi officiellement réautorises, la présence militaire est renforcée. Le terrain est alors déblayé pour que les intermédiaires civils ou militaires des réseaux français, agréés à la cour de Mobutu, puissent brancher les produits de l'économie mafieuse (violence aveugle + narco-dollars + vol de matières précieuses) sur les circuits hexagonaux - déclarés ou souterrains.

### Pétrole et matières premières.

Les partages « traditionnels » de la rente sur le pétrole et les matières premières sont déjà d'une « légalité » assez discutable - l'expression d'un rapport de forces à l'habillage juridique sommaire : la part du lion va aux tenants d'un pouvoir autoritaire et à leurs correspondants occidentaux (que l'on songe au pétrole camerounais ou gabonais, ou au cacao ivoirien). L'on peut caractériser le passage à

7. Antoine Glaser et Stephen Smith, *L'Afrique sans Africains*, Stock, 1994, p. 92.

8. Ibidem.

9. Olivier Vallée vient de réaliser une étude manuscrite très précise sur le sujet.

10. D'après Emmanuel Dungia, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, L'Harmattan, 1993, p. 43.

11. Ibidem, p. 57.

12. Ibidem, p. 76.

un système mafieux lorsque ces « partenaires », recherchant des profits plus importants, ou plus personnalisés, ou plus secrets, violent eux-mêmes cette respectabilité précaire, en systématisant les facturations frauduleuses ou en soustrayant carrément certaines expéditions.

On l'a vu (fiche n° 3), le Zaïre a été là aussi un précurseur, par l'ampleur des soustractions opérées : trains complets de cuivre ou de zinc, avions de cobalt, ... Au Togo, au dire de l'opposition démocratique, un certain nombre de cargaisons de phosphates connaissent le même sort<sup>13</sup> - ce qui n'est pas étranger à la puissante attraction qu'exerce le général Eyadéma sur tant de lobbies et réseaux françafricains : une cargaison, c'est mieux qu'une valise.

Qui a initié Charles Pasqua aux mystères des échanges pétroliers ? Est-ce son bras droit, l'ancien conseiller d'Elf-International Daniel Léandri, qui multiplie les missions spéciales auprès des dirigeants des pays producteurs de pétrole du golfe de Guinée ? Est-ce les frères Felicciagi, qui ont appris auprès du Président congolais les arcanes d'une certaine gestion françafricaine de la rente pétrolière ? Toujours est-il que « *tous les présidents des pays pétroliers ne jurent plus que par "Pasqua l'Africain"* »<sup>14</sup> et que les équipes du ministre d'Etat, autour de son « cabinet noir » du 14 rue Clément Marot - offrent de « *commercialiser du pétrole* »<sup>15</sup>. Avant le cohabitation de 1993, le prédécesseur de Philippe Jaffré à la tête d'Elf, Loïk Le Floch-Prigent, s'était associé à Daniel Léandri pour « *réduire l'influence des réseaux Chirac en Afrique toujours traditionnellement sous le contrôle de Jacques Foccart* »<sup>16</sup>. François Mitterrand disait de Le Floch-Prigent qu'il était son véritable ministre de la Coopération : cette alliance Le Floch-Léandri n'est que l'une des manifestations d'une convergence d'approche entre l'ancien (1954) et l'actuel ministre de l'Intérieur dans la gestion des liaisons franco-africaines.

De même que Jean-Christophe Mitterrand frayait avec le négociant Sucres et Denrées (Sucden), Pierre Pasqua, « *devenu l'un des "messieurs Afrique" de Charles, est le conseiller du groupe Mimran, la plus grosse entreprise agro-industrielle du privé* »<sup>17</sup> en Afrique francophone. Cela multiplie les possibilités de contacts avec les systèmes nationaux de commercialisation des matières premières agricoles.

Autre exemple de captation des matières premières : en quittant le Rwanda, le *Hutu power* a emporté 20 000 tonnes de café, qui « *ont été transférées au Zaïre, et stockées dans des magasins appartenant à la famille Mobutu. Une manne, estimée à cinquante millions de dollars* »<sup>18</sup>. Servira-t-elle à acheter des armes ? Pour de tels achats en Egypte, l'ex-gouvernement rwandais avait gagé la récolte de thé auprès du Crédit Lyonnais...<sup>19</sup>

#### Armes et milices.

On ne prétendra pas traiter ici des trafics d'armes en Afrique. Mais, on a pu l'apercevoir, les différentes activités mafieuses y sont liées : le produit des trafics permet souvent d'acheter des armes, et les armes contribuent à conquérir ou préserver les lieux de trafic. D'où l'intérêt de quelques notations.

Mobutu et ses affidés sont encore au premier rang (si l'on considère comme « hors champ » l'Afrique du Sud et l'Egypte). Il a déjà, en l'absence de tout contrôle, organisé d'importantes surfacturations dans l'équipement de son armée - où la France tient une place prépondérante. Il ne manque pas non plus de tirer parti des conflits dans les pays environnants : Angola, Soudan, Rwanda, ... Il prélevait systématiquement une part des approvisionnements américains à l'UNITA angolaise - et ce bénéfice est l'une des causes de la prolongation du conflit ; il en était de même pour le SPLA soudanais - avant que la France n'organise un renversement d'alliances. Il n'a pas « désarmé » pour rien les ex-FAR (Forces armées rwandaises) : les armes pourront, selon la tournure des événements, être refourguées ici ou là...

Manda Mobutu mêle les trafics d'armes, de diamants et de drogue. Les ministres congolais da Costa associent les deux premiers dans leurs visées sur Cabinda. Il semble que plusieurs membres éminents de l'*akazu* du général Habyarimana imitaient Manda Mobutu. Ce qui expliquerait qu'ils aient servi d'intermédiaires dans une livraison secrète d'armes françaises vers le Golfe<sup>20</sup>.

L'affaire de la vente (avortée) de 50 missiles Mistral à l'Afrique du Sud, via une fausse commande au Congo, est également significative. Elle aurait impliqué : le réseau de Jean-Christophe Mitterrand ; un « *VRP en matière d'armement sur le continent africain* », Thierry Miallier ; une société privée de sécurité regroupant d'anciens responsables de la DGSE (Arc International Consultants) ; un ancien

13. Ayayi Togoata Apedo-Amah, *Roussin ou Ali Baba et les 40 voleurs*, in *La Tribune des démocrates* (Togo) du 22/11/94.

14. Antoine Glaser, *Quand passe la caravane de "Pasqua l'Africain"*, in *Libération* du 02/02/93.

15. Ibidem.

16. Ibidem.

17. Ibidem.

18. Jean-Philippe Caudron, in *La Vie* du 28/07/94.

19. *Qui a armé le Rwanda ?*, Les Dossiers du GRIP (Bruxelles) avril 1994.

20. Selon Vincent Hugué, *Rwanda : la mort crie victoire*, in *L'Express* du 03/06/94.

officier de la DGSE, puis « consultant hors contrat » de Matra, Pierre Lethier, proche de l'officier DGSE qui traitait Bob Denard <sup>21</sup>.

On conçoit que la DGSE sache fournir discrètement des armes. Le problème est qu'elle en vienne à s'immiscer, comme Yanni Soizeau à Abidjan (et Paris ?), dans la criminalisation croissante et multiforme des dictatures africaines - auprès desquelles elle joue par ailleurs un rôle de « conseil » souvent déterminant.

Ainsi de Paul Fontbonne avec Idriss Déby, dont les exactions sont en train de rattraper celles de son prédécesseur Hissène Habré. Ainsi de Jean-Claude Mantion, *drivant* le général André Kolingba en Centrafrique (ces deux officiers DGSE flirtant avec le régime génocidaire de Khartoum). C'est au temps du proconsulat de Jean-Claude Mantion à Bangui que la Légion fut envoyée contre les braconniers d'une réserve de chasse du Président Kolingba, avec l'ordre de ne pas faire de prisonniers. L'ordre a été exécuté. L'affaire a, exceptionnellement, été jugée. Le commandant du 2<sup>o</sup> REP Paul Serves, qui aurait donné (ou transmis ?) cet ordre criminel, a été condamné à 4 ans de prison. Il a confié : « *On m'a fait comprendre qu'il valait mieux que l'affaire reste à mon niveau* ». On ne saura donc pas quelle transaction avait conduit l'armée française dans cette partie de garde-chasse, ni quelles pressions ou habitudes ont pu faire que de tels ordres paraissent aller de soi <sup>22</sup>.

Les militaires français se trouvent impliqués de deux manières dans le processus de criminalisation : par la formation de Gardes présidentielles dont tout indique, à commencer par la composition clanique, qu'elles pratiqueront une répression sanglante au service des intérêts mafieux de la famille du dictateur (voire se convertiront partiellement en « escadrons de la mort ») ; par leur reconversion précoce en « conseillers de sécurité » au service de tels intérêts.

On a évoqué les 200 *Ninjas* formés par la France au service de la famille Obiang, les forces de l'« ordre comorien » dirigées par le colonel Pitiot, ou l'unité togolaise *Pigeons*, qui fait des heures supplémentaires dans le terrorisme d'Etat - tandis que des officiers français continuent, pratiquement, de gérer l'intendance militaire du pays. Le DAMI (Détachement d'assistance militaire à l'instruction) a été très lourdement engagé au Rwanda, encadrant et formant les forces qui allaient commettre le génocide, côtoyant des exactions massives - et revenant sans doute clandestinement en 1994, après son départ officiel fin 1993.

Dans ce contexte, on ne peut que s'inquiéter de la profusion de « services militaires » proposés au régime de Khartoum, bien au-delà du renseignement - déjà scandaleux. Hachim Abou Saïd, le directeur des services de la sécurité extérieure soudanaise, a été convié à Sète, pour « *visiter les installations d'un détachement du 11<sup>ème</sup> Choc, et assister, semble-t-il, à de l'embarquement de matériels !...* » <sup>23</sup>. De nombreux autres officiers ou responsables de « sécurité » ont été invités - dont un certain nombre de tortionnaires avérés -, et des « formations » variées ont été proposées.

Certains problèmes suscités par la présence militaire française au Cambodge permettent d'apprendre qu'elle passe en partie par des « *caisses noires, comme en Afrique* », et qu'elle est largement soustraite à des officines, telle la Cofras, qui emploient des militaires « *versés dans le civil* » <sup>24</sup>.

### Drogues et narco-dollars.

L'on sera très bref sur cette filière, qui nécessite des enquêtes spécialisées et de longue haleine - telles celles qu'entreprend l'*Observatoire géopolitique des drogues*. On notera simplement, avec cet *Observatoire* : l'entrée rapide et massive de l'Afrique dans le trafic mondial, à commencer par le géant nigérian ; l'investissement de l'économie minière « souterraine » zaïroise par les narco-dollars ; l'effet de contagion dans les pays francophones autour du Nigéria et du Zaïre ; le rôle suspect des casinos en Afrique centrale ; les étranges chaînes d'« amitié » qui relient certains pivots africains du narco-trafic avec les plus actifs des réseaux de la Françafrique.

21. Stephen Smith et Antoine Glaser, *Les réseaux africains de Jean-Christophe Mitterrand*, in *Libération* du 06/07/90.

22. D'après *Libération* des 11 et 12 mai 1994.

23. *France-Soudan : Les liaisons dangereuses !*, in *Nord-Sud Export* du 18/02/94.

24. Articles d'Alain Lebas et Romain Franklin, in *Libération* des 31/08/94 et 19/10/94.

## 9. Les « fils » du réseau et la démocratie ligotée.

De quoi faut-il le plus s'étonner : de la montée en puissance de Jean-Christophe Mitterrand à la cellule africaine de l'Élysée, à partir de 1982 et jusqu'en 1992, ou de l'indifférence avec laquelle la France républicaine a accepté ce « filialisme », et l'a laissé aller au bout de la compromission ? On ne prêtera point trop de machiavélisme à JCM - ni même, en l'occurrence, à son père, qui a laissé couler plus qu'il n'a décidé. Chez l'un et l'autre, le principe de « jouissance » - d'une influence et d'un pouvoir - a connu d'autant moins de limites qu'il n'en rencontrait guère dans les institutions, les médias et l'opinion française.

Mais comment ne pas voir qu'en installant au sommet de la relation franco-africaine ce symbole même de la confusion « familiale » des sphères privées et publiques, de l'intérêt public et privé, on confortait les chefs d'Etat africains clients dans leur propre familialisme ? Partout les fils (et quelques filles) ont émergé, légitimés par la privauté régressive du Parrain métropolitain : Eyadéma, Mobutu, Biya, Bongo, Habyarimana, Ratsiraka, ... Et le principe de « jouissance » a submergé impudemment les façades du service public.

Cet épicurisme pourrait être sympathique si les crises de l'Afrique (culturelle, démographique, économique, urbaine, ... ) n'y avaient vu une provocation au sauve-qui-peut puis à la violence généralisés. En retour, les familles prébendaires et leurs *golden boys* se comportèrent de plus en plus en hors-la-loi : par delà le comportement d'un Mobutu et de ses fils, les dérives insolentes du clan Habyarimana, à partir des années quatre-vingts, ont compté pour beaucoup dans l'exacerbation de la violence au Rwanda. Ces dérives ont été accompagnées par la France, en toute « amitié ». Le génocide rwandais et le *casting* de Biarritz révèlent la signification de ce terme.

L'histoire dira à quel point les embrouilles et complicités du réseau JCM - avec au moins la bénédiction paternelle - ont dégradé l'image de la France en Afrique. Ce réseau va disparaître, ou plutôt se laisser digérer par d'autres. Celui de Charles Pasqua tient la corde. Le ministre d'Etat a tissé sur les mêmes terres que JCM un réseau très serré - ce qui suppose bien des *deals* ignorés de l'électeur -, et y a dépêché son fils Pierre. Dans tous les pays examinés ici : Zaïre, Togo, Soudan, Cameroun, Tchad, Gabon, Congo, Guinée équatoriale, Côte d'Ivoire, Rwanda, Comores, auxquels on pourrait ajouter le Sénégal, Djibouti, Madagascar, ... les approches Mitterrand et Pasqua sont quasi identiques. Le second réseau, un peu moins « noceur », dispose déjà de points d'appui beaucoup plus nombreux et diversifiés. S'il bénéficiait d'une promotion politique de son patron, l'Afrique francophone, qui souffre déjà de l'héritage jacobin, verrait se conforter certaines des dérives actuelles de l'île de Beauté<sup>1</sup> : la Françafrique se corserait encore... dans les fils serrés du réseau Pasqua. Ni l'Afrique, ni la France, n'y gagneraient en démocratie.

1. Il est significatif que l'interlocuteur nationaliste choisi en Corse par le Charles Pasqua soit le FLNC - « Canal historique ». Celui-ci est en pleine dérive mafieuse - comme la faction militaire avec laquelle, en Algérie, le ministre privilégie les contacts.



*Et, pour finir, l'avis de quatre politologues...*

« Au nom d'un réalisme enraciné, en fin de compte, dans le cynisme et le mépris, les pouvoirs en place sont reconnus et soutenus jusqu'à ce qu'ils s'écroulent [...].

Une telle politique est non seulement scandaleuse dans la mesure où elle maintient les populations africaines sous la dépendance de pouvoirs corrompus, mais également inadmissible puisqu'elle entretient dans les institutions françaises une zone d'ombre échappant à tout contrôle, sauf lorsqu'un scandale particulièrement évident est mis à la connaissance du public.

Les régimes africains sont souvent corrompus et condamnables. Mais la politique à conduire envers ces Etats nécessite d'abord une remise en cause totale des conditions troubles de sa gestion en France ». **Hugues Portelli**<sup>1</sup>.

« L'absence de transparence n'est pas seulement liée au caractère occulte de la corruption et des réseaux mafieux qui la diffusent : elle est aussi liée - c'est la sociologie des organisations - à l'extrême complication institutionnelle des structures françaises chargées de la Coopération. C'est un maquis où l'on ne comprend rien, l'on ne sait pas qui fait quoi. Ce n'est pas uniquement le produit d'une volonté politique - on ne veut pas que nous y mettions notre nez -, c'est aussi un produit typique de l'organisation bureaucratique à la française. La seule façon de lutter contre ce manque de transparence, c'est de faire connaître, de parler, de crier [...].

L'irresponsabilité aussi est absolument insupportable. Elle est d'ailleurs liée au manque de transparence. Nos gouvernants font des erreurs, pour ne pas dire des crimes, ils ne les reconnaissent jamais - ce serait déjà un peu, voire à moitié pardonné : une certaine auto-critique, au moins, serait de mise. Non, jamais. Ces gens-là, quels que soient les partis au pouvoir, quels que soient les présidents qui se succèdent, assurent toujours leur propre continuité, alors même que le contexte de la politique franco-africaine change radicalement [...].

Il faut maintenant repenser radicalement et totalement cette politique française en Afrique, pas seulement pour la rendre un peu plus conforme à nos principes démocratiques, mais aussi du point de vue de l'efficacité de cette politique, au vu de la réalité de notre Etat et de notre démocratie. Il est absolument indispensable que cela change ». **Jean-François Médard**<sup>2</sup>.

« La faillite de la coopération française est évidente aux yeux de ses agents les plus compétents. Le citoyen français doit donc se demander où nous mène cette diplomatie. A coup sûr à la "haïtisation" du Togo et de tous les pays africains dont les dirigeants autoritaires en mal de restauration n'hésitent pas à "macoutiser" leur pouvoir ; cause commune pour garantir la continuité de la politique de la France [...] ; à l'isolement diplomatique de la France, dernière des grandes puissances à materner ses clients les moins recommandables sur le plan des droits de l'homme.[...] Au Kenya, au Cameroun, en Guinée équatoriale, au Libéria, au Zaïre, au Rwanda, la France se fait pareillement prendre la main dans le sac de la restauration autoritaire, voire de la guerre, par ses partenaires européens les plus proches. [...] Partout les nouvelles élites africaines se détournent de la France sans plus cacher leur incompréhension, leur colère, leur tristesse, leur mépris" ». **Jean-François BAYART**<sup>3</sup>.

« L'image de "la France grande et généreuse", c'est un discours qu'on n'ose plus tenir, et qu'on ne tient plus d'ailleurs, parce que l'Afrique est dans un tel état de déréliction que l'image de l'aide française n'est plus une image de générosité, mais de faible efficacité et de mauvaise gestion, une image de l'Afrique qui ne parvient pas à s'en sortir. Tout serait mûr pour une révision, mais personne n'est prêt à l'assumer. Tant que François Mitterrand est à l'Elysée et Charles Pasqua au gouvernement, rien ne se passera ». **Marie-Claude SMOUTS**<sup>4</sup>.

1. In *La Croix* du 4 février 1993.

2. In *L'Afrique à Biarritz*, à paraître chez Karthala.

3. In *La Croix* du 7 septembre 1993.

4. *France-Afrique : des relations très spéciales*, in *Alternatives économiques* de février 1994.